



SOMMAIRE

Organes de gouvernance - Conseil de surveillance - Directoire - Comité exécutif	06 06 07
Message du président	08
Chiffres clés	10
Environnement international	12
Environnement africain	14
Environnement national	16
Marché du crédit-bail	20
Activité de Wafabail	22
Faits marquants	29
Faits marquants de l'année 2015	30
Examen des comptes de l'exercice 2015 - Extrait du rapport de gestion du directoire	31
- Rapport général - commissaires aux comptes - Comptes sociaux au 31/12/2015	34 35
- Résolutions de l'assemblée générale ordinaire du 30 mai 2016	44
Lexique et abréviations	46



ORGANES DE GOUVERNANCE

CONSEIL DE SURVEILLANCE

M. Boubker JAI

Président du conseil

M. Mohamed EL KETTANI

Membre

M. Omar BOUNJOU

Représentant Attijariwata bank M. Ismail DOUIRI M. Ali BOUTALEB



DIRECTOIRE



M. Karim IDRISSI KAITOUNI Président du Directoire



Mme. Najat ESSADKI Secrétaire générale



M. Hamid HAFID Directeur risques, recouvrement et contentieux Membre du Directoire

COMITÉ EXÉCUTIF



M. Jamal ABOUTAYEB

Directeur du Recouvrement



M. Lahoucine ACHKAR

Directeur Financier



Mme. Nezha ALAOUI AZIZ

Directrice des Opérations



M. Mohamed AZZOUZI

Directeur pôle Contrôle Général



M. Badreddine BENCHERKI

Directeur Commercia



M. Redouane EL AISSAOUI

Directeur de l'Organisation et du Système d'Information



M. Anass GHARBAOUI

Responsable Marketing et Communication



M. EL Hadi KERKOURI

Directeur des Ressources Humaines et Moyens Généraux



M. Mohamed KIASS

Directeur Commercia



Mme. Sanaa OUCIBLE

Directrice des Risque

MESSAGE DU PRÉSIDENT



POUR 2016, NOTRE AMBITION EST DE RENDRE LE LEASING ACCESSIBLE AU PLUS GRAND NOMBRE D'OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES DE NOTRE PAYS





2015 est l'année de confirmation de la reprise pour le crédit-bail au Maroc. L'investissement privé au Maroc a retrouvé sa vigueur perdue il y a quelques années, notamment dans le secteur du Bâtiment et Travaux Publics. Ainsi, les nouveaux financements ont crû de 7,5 % loin du timide mais positif 0,4 % de 2014. Pâtissant encore des effets des années 2012 et 2013, où les volumes de financements avaient enregistré des reculs successifs au niveau du Crédit-bail mobilier, les encours n'ont connu, encore cette année qu'une petite progression de 1,9 %.

Dans ce contexte de marché, Wafabail a consolidé sa place de leader du crédit-bail avec une part de marché de 27,7 % au niveau des encours et un taux de captation de 28,4 % au niveau des financements. Mieux encore, un investissement sur trois ayant fait recours au crédit-bail, a été capté par Wafabail. Ainsi, les financements de la filiale leasing du groupe Attijariwafa bank ont enregistré une progression de 2 %, avec une production totale à 3,94 milliards de dirhams contre 3,86 milliards de dirhams, l'exercice précédent. L'encours financier en a été porté à 12,3 milliards de dirhams.

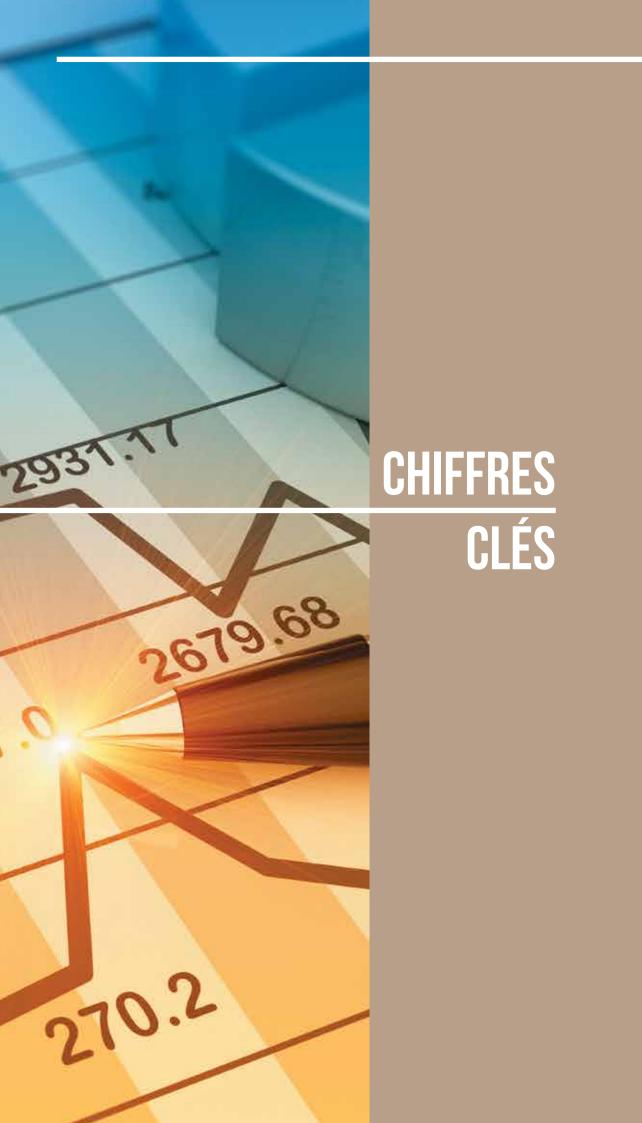
Encore une fois, ces performances n'auraient pu être au rendez-vous sans l'implication des femmes et des hommes des réseaux commerciaux d'Attijariwafa bank et Wafabail. Grâce à leurs actions orientées vers la satisfaction du client, nos collaborateurs démontrent chaque jour leur capacité à se surpasser pour servir nos clients avec les plus hauts standards de qualité. C'est ce qui fait et fera toujours la fierté du groupe Attijariwafa bank.

2015 a également été, pour Wafabail l'année test pour l'expertise partagée avec les filiales internationales du Groupe. Les résultats obtenus dans les différents pays d'implantions subsahariennes du Groupe sont plus qu'encourageants pour continuer l'aventure africaine.

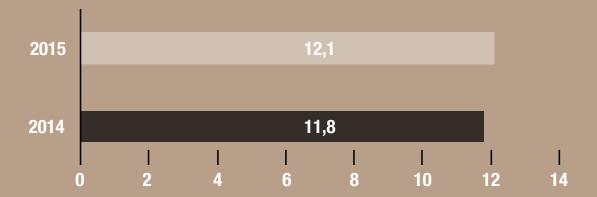
Pour 2016, notre ambition est de rendre le leasing accessible au plus grand nombre d'opérateurs économiques de notre pays, même dans les contrées les plus reculées. Cela bien sûr, avec et toujours, les meilleurs standards en termes de qualité et d'efficacité. Parallèlement et conformément à l'objectif de généralisation de l'activité leasing à l'ensemble des filiales de la banque à l'horizon 2016, Wafabail poursuivra son programme de déploiement de l'activité leasing dans les filiales subsahariennes du Groupe et à assistera les filiales déjà opérationnelles pour leur développement.

Karim IDRISSI KAITOUNI Président du directoire

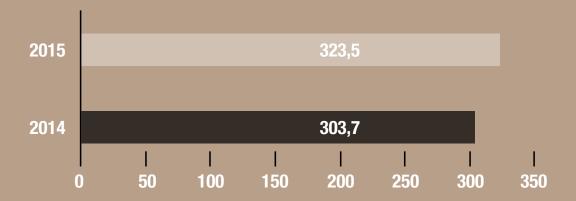




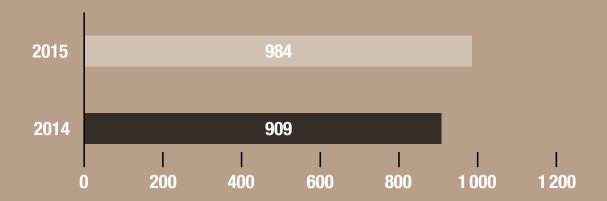
Encours Net Comptable
(EN MILLIONS DE DH)
+3 %



PNB (EN MILLIONS DE DH) +7 %



Fonds Propres
(EN MILLIONS DE DH)
+8,25 %



ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

Pâtissant des faibles performances des économies émergentes, la croissance économique mondiale a ralenti, pour se situer à +2,9 %, en 2015, au lieu de +3,3 % en 2014. Ce ralentissement a été accentué par le durcissement des conditions financières mondiales et par la baisse des prix des matières premières. Dans les économies avancées, l'activité s'est, en revanche, améliorée grâce à la modération des prix de pétrole, l'amélioration de la situation sur le marché de travail et l'atténuation des obstacles liés au processus de désendettement du secteur privé.

L'inflation mondiale est restée, relativement, faible au quatrième trimestre 2015, sous l'effet de la baisse des prix du pétrole. La progression des prix à la consommation dans les pays de l'OCDE s'est établie en légère hausse à la suite d'un accroissement modéré des prix des produits alimentaires. L'inflation énergétique a en revanche, diminué reflétant, ainsi, la baisse continue des prix de pétrole. Ces derniers ont été confrontés à une production de pétrole toujours élevée, une offre excédentaire et une demande encore faible sur le marché international.



ÉTATS-UNIS

La croissance aux Etats-Unis a légèrement accéléré au quatrième trimestre, pour se situer à +0,6 %. Le dynamisme des dépenses des ménages a continué de tirer la reprise, soutenu par les gains en termes d'emplois et de salaires nominaux, dans un contexte de baisse des prix du pétrole et de modération de l'inflation. Toutefois, le repli des prix de pétrole a pesé sur le dynamisme de l'investissement privé dans l'industrie du pétrole de schiste, et les exportations nettes ont continué de contribuer négativement à la croissance, dans un contexte d'appréciation du dollar. La croissance annuelle pour les Etats-Unis s'est établie à 2,5 % en 2015, au lieu de +2,4 %, une année auparavant.



JAPON

Au Japon, l'activité a légèrement décéléré au dernier trimestre 2015, malgré la hausse des exportations qui ont bénéficié de l'augmentation de la demande étrangère et de la dépréciation du Yen, d'une part, et le soutien de la consommation privée sur fond de la hausse des revenus réels, d'autre part. Pour l'ensemble de l'année 2015, la croissance nippone s'est située aux environs de 0,7 %, au lieu de -0,1 %, une année auparavant.

ZONE EURO

Portée par le dynamise de la demande intérieure, l'activité en zone euro a connu, au quatrième trimestre 2015, une progression de 0,4 %, en variation trimestrielle, au lieu de +0,3 % au troisième trimestre. L'impact des politiques monétaires accommodantes de la BCE a continué de se transmettre à l'économie réelle à travers un nouvel assouplissement des conditions de crédit, qui a favorisé l'investissement des entreprises. Le bas niveau des cours de pétrole, qui a amélioré le pouvoir d'achat des ménages et la rentabilité des entreprises, a relancé la consommation privée et stimulé l'investissement. Pour leur part, les exportations de la zone euro ont rebondi de 1,3 %, en rythme trimestriel, après +0,2 % au troisième trimestre, bénéficiant de la dépréciation de l'euro et de la hausse de la demande mondiale.



PAYS ÉMERGENTS

En revanche, l'activité des pays émergents a continué à progresser à un rythme modeste au cours du quatrième trimestre 2015. En Russie, les coûts de financement seraient restés élevés, dans un contexte de faiblesse de confiance des entreprises et d'augmentation des incertitudes. Au Brésil, le ralentissement économique s'est nettement intensifié, pâtissant de la dégradation des termes de l'échange et du durcissement des conditions monétaires et financières, alors qu'en Chine, et après un léger redressement au cours du troisième trimestre 2015, l'activité a légèrement ralenti au cours du quatrième trimestre. Elle a été pénalisée par la décélération de l'investissement privé. Pour l'ensemble de l'année 2015, la croissance des pays émergents a atteint +3,8 %.



Ces données sont extraites et compilées à partir de la « Note de CONJONCTURE N° 27 » - Institut National d'Analyse de la Conjoncture – Haut-Commissariat au Plan - janvier 2016, Wafabail ne saurait en aucun cas être tenue responsable de l'exactitude des informations qui y sont reprises.

ENVIRONNEMENT AFRICAIN

La croissance économique mondiale restant globalement inchangée, sa composition est en revanche, devenue moins favorable à l'Afrique subsaharienne. En particulier, le rééquilibrage et le ralentissement de l'économie chinoise sont en partie à l'origine du niveau faible des cours des produits de base. Conjuguée à la baisse des cours du pétrole et au resserrement des conditions financières mondiales, cette situation nuit à la croissance et complique grandement l'action des pouvoirs publics dans beaucoup de pays d'Afrique subsaharienne.

La croissance économique en Afrique subsaharienne a nettement ralenti. D'après les estimations, elle est descendue à 3,4 % en 2015, contre 5,1 % en 2014 et bien en deçà des taux de 5 % à 7 % enregistrés pendant la décennie écoulée. Mais la situation varie considérablement d'un pays à l'autre.





IMPACT DE LA CHINE SUR LA CROISSANCE SUBSAHARIENNE

Depuis près de quinze ans, l'Afrique subsaharienne affichait un excédent commercial avec la Chine, qui est devenue le premier partenaire commercial de la région et, de plus en plus, une source d'investissement direct étranger et d'autres flux de financement. Cependant, sous l'effet de la transition en cours en Chine, la balance commerciale est récemment devenue déficitaire. Principalement en raison de l'effondrement des exportations de la région, qui est dû essentiellement à la baisse des prix et de la demande de produits de base émanant de la Chine. Mais le déficit commercial des pays subsahariens qui ne sont exportateurs ni de pétrole ni d'autres ressources naturelles s'est aussi creusé dernièrement.

RESSEREMENT DES CONDITIONS FINANCIÈRES MONDIALES

Les conditions financières mondiales se sont considérablement durcies pour la plupart des pays pré-émergents de l'Afrique subsaharienne. Cette évolution résulte en partie du resserrement progressif de la politique monétaire qui a commencé aux États-Unis et du climat généralisé de volatilité financière qui règne parmi les pays émergents en raison des perspectives de croissance incertaines. Cependant, les marges souveraines des pays pré-émergents de la région ont augmenté beaucoup plus que celles du groupe des pays émergents à l'échelle mondiale. Parallèlement, certaines formes de flux de capitaux vers la région, notamment les prêts bancaires transnationaux, dont est tributaire un plus grand groupe de pays que celui des pays pré-émergents, ont fortement diminué par rapport à 2014.

CHUTE DES PRIX À L'EXPORT

Pendant la période de 18 mois qui s'est terminée fin 2015, les cours du pétrole brut ont diminué davantage que pendant toute autre période de 18 mois depuis 1970. Les prix d'autres produits de base ont aussi considérablement chuté depuis 2013. Le choc est amplifié par le fait que, pour la plupart des pays exportateurs de produits de base de la région, la part de ces produits dans les exportations s'est accrue au cours de ces quinze dernières années. En outre, ce choc pourrait aussi peser sur l'investissement dans les pays qui envisagent l'exploration de nouveaux gisements de pétrole et d'autres ressources naturelles.



MISE À MAL DES PAYS Exportateurs de Pétrole

Les pays exportateurs de pétrole ont durement souffert de la baisse plus marquée que prévu des cours du brut. Selon les estimations, leurs taux de croissance ont diminué de plus de moitié pour s'établir à 2,6 % en 2015, contre 5,9 % l'année précédente, et leurs soldes budgétaires ainsi que leurs soldes extérieurs courants se sont nettement détériorés. Ainsi des pays comme l'Angola et le Nigéria, restent confrontés à un environnement économique difficile. Mais c'est aussi le cas des pays exportateurs de produits de base non énergétiques tels que l'Afrique du Sud, le Ghana et la Zambie.

CROISSANCE MITIGÉE DANS LES PAYS IMPORTATEURS DE PÉTROLE

En même temps, beaucoup d'autres pays connaissent encore une croissance vigoureuse. Ainsi, la plupart des pays importateurs de pétrole s'en sortent généralement mieux et affichent des taux de croissance supérieurs à 5 %, voire bien plus dans certains pays tels que la Côte d'Ivoire, le Kenya et le Sénégal. Dans presque tous ces pays, la croissance économique s'appuie sur les investissements d'infrastructure en cours et le dynamisme de la consommation privée. La chute des cours du pétrole a aussi aidé ces pays, mais dans des proportions en général moins fortes que prévu. En effet, la chute des cours des produits de base a pesé en 2015 sur les exportations des quinze principaux pays exportateurs de ressources non renouvelables autres que le pétrole. Dans certains cas. cela a plus que compensé l'amélioration du solde pétrolier et creusé le déficit des transactions courantes. Par ailleurs, Un grand nombre de monnaies de la région se sont fortement dépréciées par rapport à un dollar fort, ce qui a limité la baisse des prix du pétrole exprimés en monnaie locale et accéléré l'inflation. En outre. dans certains pays, les prix administrés de l'énergie n'ont pas été ajustés pour répercuter la totalité de la baisse des prix des carburants sur les consommateurs finaux. La croissance économique est toutefois restée vigoureuse dans un grand nombre de pays importateurs de pétrole : en particulier, les pays à faible revenu, non fragiles de la région ont enregistré une croissance de 7,2 %, grâce dans bien des cas à l'ampleur des dépenses d'infrastructure en cours

LES CATASTROPHES NATURELLES ET ÉPIDÉMIES AMPLIFIENT L'INFLATION

La Guinée, le Libéria et la Sierra Leone ne se remettent que lentement de l'épidémie d'Ébola, et plusieurs pays d'Afrique australe et orientale, dont l'Éthiopie, le Malawi et le Zimbabwe, pâtissent d'une grave sécheresse qui expose des millions de personnes à l'insécurité alimentaire et pèse sur l'activité macroéconomique. La croissance économique de plusieurs pays devrait s'en ressentir durement et l'inflation des prix alimentaires s'accélère dans un grand nombre de pays. Les positions budgétaires et extérieures sont aussi mises à mal dans plusieurs pays qui ont besoin d'un surcroît d'aide humanitaire.



Ces données sont extraites et compilées à partir de la publication « Perspectives économiques régionales - Afrique subsaharienne : Un changement de cap s'impose » - Direction des Études économiques et financières - Fonds Monétaire International – avril 2016. Wafabail ne saurait en aucun cas être tenue responsable de l'exactitude des informations qui y sont reprises.

ENVIRONNEMENT NATIONAL

Selon la note de conjoncture du HCP, l'économie nationale a réalisé une croissance de 4,7 % au quatrième trimestre 2015, au lieu de +2,2 % lors de la même période une année auparavant, tirée principalement par le raffermissement de la valeur ajoutée agricole. Hors agriculture, l'activité a connu une progression de 2,1 %, en variation annuelle, traduisant une amélioration plus soutenue des branches tertiaires.

BALANCE COMMERCIALE

Tirée par une demande extérieure toujours résiliente face à la modération du commerce mondial, les exportations nationales de biens, en valeur, se sont améliorées de 8,9 %, en variation annuelle, au quatrième trimestre 2015. Elles ont été, en particulier, soutenues par les expéditions des produits de l'automobile, notamment le segment construction, suivies par celles des produits agricoles et agro-alimentaires, puis par celles du secteur des phosphates et dérivés.

Les importations se sont, pour leur part, redressées de 4,6 %, après cinq trimestres successifs de baisse, alimentées par les acquisitions des biens d'équipement (voitures industrielles, avions, machines et appareils divers), de consommation (voitures de tourisme) et des demi-produits (matières plastiques, papier et carton). En revanche et malgré la hausse des achats des gasoils et fuels, les importations de produits énergétiques ont poursuivi leur tendance baissière, en liaison avec la poursuite du reflux des cours mondiaux de pétrole (44,40 \$/baril, à fin novembre, au lieu de 78 \$/baril un an auparavant).

Le déficit de la balance commerciale s'est, ainsi, allégé au quatrième trimestre 2015 de 0,6 %, en glissement annuel, en raison de la hausse plus conséquente des exportations par rapport aux importations. Cette situation s'est, également, traduite par une amélioration du taux de couverture estimée à 2,2 points, pour atteindre 57,3 %.

ACTIVITÉS AGRICOLES

Le rythme de progression des activités agricoles s'est légèrement modéré au quatrième trimestre 2015, atteignant +14,5 % après avoir culminé à +15,9 % au troisième trimestre. Cette modération s'est accompagnée par une hausse des prix hors céréales et arboriculture ; l'indice des prix à la consommation des légumes frais ayant augmenté de 8,7 % au cours des mois d'octobre et novembre 2015, en variation annuelle. Les prix de la production animale ont, également, poursuivi leur expansion amorcée au mois de juillet. Ils ont été, particulièrement, affectés par le ralentissement des abattages du grand cheptel, dans un contexte de décélération de la demande et du renforcement du mouvement de stockage de la part des éleveurs, plus accentué après la fête du sacrifice.

Globalement la croissance économique nationale s'est établie à 4,5 %, au quatrième trimestre, au lieu de +2,2 %, lors de la même période l'année précédente.



ACTIVITÉS NON AGRICOLES

La croissance de la valeur ajoutée non agricole s'est légèrement améliorée au quatrième trimestre 2015, pour atteindre 2,1 %, au lieu de +1,7 % un trimestre auparavant. Stimulés par l'amélioration de la demande intérieure, les services marchands, en ont constitué la composante la plus dynamique. Les activités secondaires, contribuant pour 0,5 point à la croissance globale, ont été mieux orientées. La communication et le commerce ont conservé leur dynamique enclenchée au début de l'année, portant leur contribution à la croissance économique globale à 0,4 point.

En revanche, l'activité de l'hébergement et de la restauration a fléchi de 1 %, après s'être améliorée de 0,6 % un trimestre auparavant. La baisse des nuitées globales a été attribuable au repli de celles des non-résidents, en particulier des touristes français, alors que celle des résidents, en hausse, a atténué quelque peu ce recul. Quant aux recettes voyages, elles se sont inscrites en baisse de 0,5 %, en variation annuelle, après un léger rebond au troisième trimestre.





ÉNERGIE ET MINES

L'activité minière a progressé de 3,6 %, impulsée par une hausse technique de 4,1 % de la production des minerais non-métalliques. La reprise des quantités exportées du phosphate brut et, dans une moindre mesure, de celles des métaux de base, notamment le zinc, le cuivre et le plomb, ont favorisé un redressement partiel de l'activité à fin 2015. Toutefois, la faiblesse de la demande des industries locales de transformation, pénalisée par le repli des exportations des engrais et la poursuite de la baisse des cours internationaux des produits miniers bruts, n'ont pas permis un redémarrage net de l'activité minière, se situant toujours en dessous de son niveau tendanciel de moyen terme au quatrième trimestre 2015.

S'agissant de l'activité électrique, sa valeur ajoutée a affiché une hausse de 4,3 %. Cette performance a, principalement, traduit une consolidation de la production des centrales thermiques privées, confortée par l'amélioration des capacités productives à Jorf Lasfar et le reflux des cours internationaux du charbon. En revanche, l'activité des centrales publiques est restée en retrait, en ligne avec la contraction de l'utilisation des carburants et de l'eau dans le processus de production.



INDUSTRIE ET BTP

Les industries manufacturières ont réalisé une croissance de 2 % en 2015, favorisée par la bonne performance des industries agroalimentaires (+3,2 %) et le redressement de 3 % des IMME, dans le sillage d'une demande extérieure favorablement orientée pour les industries de l'automobile, des conserves de légumes et de poissons. Les industries du textile et du cuir ont, quant à elles, quelque peu ralenti, marquant un accroissement de 1,4 %, tandis que celles de la chimie et parachimie ont légèrement repris, enregistrant une hausse modeste ne dépassant pas 1 %. Les autres industries ont, en revanche, continué de pâtir de la contraction des activités du raffinage.

La conjoncture du secteur de la construction s'est améliorée au quatrième trimestre 2015, comme en témoigne le redressement de 8,8 % des ventes de ciment, en variation annuelle. Les emplois créés par le secteur se sont inscrits dans cette tendance, laissant augurer un retour de croissance après une période de ralentissement conjoncturel. Dans l'ensemble, la valeur ajoutée du secteur a augmenté de 0,8 %.

DEMANDE INTÉRIEURE ET INFLATION



LIQUIDITÉ ET MASSE MONÉTAIRE

La masse monétaire a évolué de +5,3 % en glissement annuel, après une phase de croissance ascendante amorcée à la mi-2014. Le déficit de la liquidité des banques s'est allégé et leurs trésoreries ont poursuivi leur amélioration, à la suite de la hausse des réserves de change, dont la couverture a assuré près de sept mois d'importations.

Les créances sur l'économie ont, pour leur part, évolué au ralenti, affichant une hausse estimée à +0,9 %. S'agissant des taux d'intérêts, leurs évolutions ont été différemment orientées. Ainsi, si le taux interbancaire s'est maintenu à des niveaux proches du taux directeur (+2,50 %), ceux des adjudications des bons du Trésor ont marqué une inflexion à la baisse, après une hausse relevée au deuxième trimestre. Dans le même sillage, les taux créditeurs et débiteurs ont poursuivi leur repli.

BOURSE DES VALEURS

Le marché des actions a poursuivi son repli conjoncturel au quatrième trimestre 2015. Les cours boursiers se sont corrigés à la baisse, à la suite, d'une part, d'un manque avéré de la liquidité du marché et, d'autre part, de la publication des comptes semestriels mitigés avec des bénéfices en constante baisse pour les sociétés cotées. Ces événements ont entamé la confiance des investisseurs relatée par un fort recul des échanges sur le marché des actions. Les indices MASI et MADEX ont régressé d'environ 7,2 % et 7,5 % respectivement, en glissements annuels. Par conséquent, la capitalisation boursière a fléchi de près de 6,5 % et la liquidité du marché boursier a sensiblement reflué, suite au recul de plus de la moitié du volume des transactions.

L'INVESTISSEMENT

L'investissement productif a affiché un accroissement de 3,7 %. Cette évolution a été, particulièrement, attribuable à un léger redressement des investissements en construction et travaux publics, en ligne avec le renforcement de 8,8 % des ventes de ciment et l'accroissement de 2,3 % des crédits à l'immobilier.

L'investissement en produits industriels a, pour sa part, conservé son rythme de croissance modérée, dans un contexte de renforcement des importations de biens d'équipement et de l'atténuation du rythme de baisse des crédits à l'équipement.



Ces données sont extraites et compilées à partir de la « Note de CONJONCTURE N° 27 » - Institut National d'Analyse de la Conjoncture – Haut-Commissariat au Plan - janvier 2016, Wafabail ne saurait en aucun cas être tenue responsable de l'exactitude des informations qui y sont reprises.

MARCHÉ DU CRÉDIT-BAIL

Indubitablement, l'année 2015 a été l'année de confirmation de la reprise du secteur du leasing, dont les premiers signes sont apparus au 3° quadrimestre de l'année 2013. Ainsi, les effets de la crise de 2008, qui ont mis à mal le secteur à partir de 2010, ne seraient plus qu'un mauvais souvenir. Le marché affiche une bonne santé, avec des performances honorables et un regain d'activité sur les secteurs traditionnellement consommateurs de leasing.

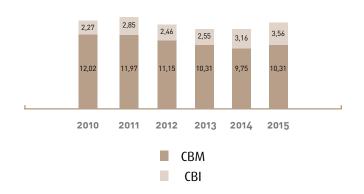
La reprise de l'investissement productif au Maroc, a eu un impact positif sur l'évolution du marché du leasing. Avec un total financement de 13,9 milliards de dirhams en 2015, le secteur du Crédit-bail au Maroc a renoué avec les niveaux de production d'avant 2013 où ils dépassaient les 13 milliards de dirhams. À fin décembre 2015, le marché enregistrait une progression de 7,5 % contre seulement 0,4 % un an auparavant.

Au 31 décembre 2015, l'encours financier du secteur s'est établi à 44,5 milliards de dirhams, marquant ainsi une rupture avec la décélération entamée depuis quelques années. En effet, bien qu'elle soit faible, la progression des encours financiers s'est établie à 1,9 % contre 1,3 % seulement en 2014. La faible progression des encours est essentiellement due aux régressions successives enregistrées, pour la deuxième année consécutive, au niveau des encours Crédit-bail Mobilier (CBM), aussi bien en nombre qu'en volume. Ainsi, à l'issu de l'exercice 2015, le nombre de contrats en cours s'est déprécié de 1416 contrats réduisant par la même occasion les encours CBM de 139 millions de dirhams du fait des régressions enregistrées au niveau de la production sur ce produit en 2012 et 2013 et la fin des contrats à maturité sur 36 et 48 mois.

Par ailleurs et compte tenu de sa longue maturité, l'encours Crédit-bail Immobilier (CBI) a pu, encore une fois, s'apprécier de 972 millions de Dirhams, atténuant ainsi l'effet de tassement des encours du CBM.



Évolution de la production Crédit-bail au Maroc (En milliards de dirhams)



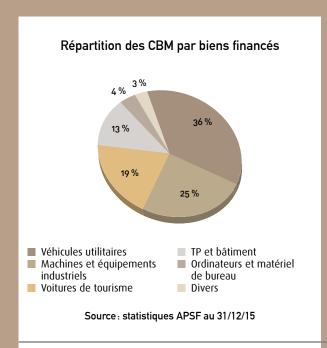
Source: statistiques APSF au 31/12/15

Le nombre de contrats émis a enregistré une petite progression de 1,4 % passant de 13 973 dossiers à 14 174 dossiers. Avec 169 contrats en plus, le nombre CBM a augmenté de 1,2 % alors que celui des CBI a enregistré 32 contrats de plus par rapport à 2014 soit une progression de 9 %.

Au niveau des volumes de financement, ceux-ci ont progressé de 7,5 %. Cette progression est essentiellement due à la combinaison de l'augmentation du nombre de contrats et à celle des montants moyens qui ont pris +4,5 % au niveau des CBM (de 716 KMAD à 748 KMAD) et +3,3 % au niveau des CBI (de 8907 KMAD à 9203 KMAD).

À l'instar de l'exercice 2014, les secteurs des Constructions, des Transports et Communication et du Commerce et réparation automobile, figurent au top 3 des secteurs bénéficiaires des financements CBM au Maroc au titre de l'exercice 2015 :

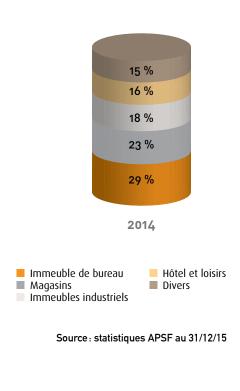
- Le secteur des Constructions (18,2 %): après avoir été 3e au classement des secteurs les plus financés en CBM en 2014 avec 15,6 % de parts de financement, le secteur des Constructions a enregistré en 2015 une évolution positive de +23,3 % en volumes et +12,1 % en nombres de financements. Ainsi, avec 1,87 milliards de dirhams (1,52 milliards de dirhams en 2014) répartis sur 1959 contrats (contre 1748 contrats en 2014), le secteur s'est accaparé 18,2 % des financements CBM de l'année, confirmant ainsi une bonne reprise avec à la clé, une appréciation du montant de contrat moyen de l'ordre de +10 %.
- Le secteur des Transports et communications (18,0 %): bien que relégué à la seconde position, le secteur des Transports et Communication a gagné 230 pb en parts de financements en CBM avec 1,85 milliards de dirhams (1,72 milliards de dirhams en 2014 soit +7,6 %) pour 1936 contrats (1810 contrats en 2014 soit +7 %). Le financement moyen n'a pour sa part évolué que de 0,6 % en passant de à 952 KMAD à 957 KMAD respectivement de 2014 à 2015.
- Le secteur du Commerce et réparation automobile (15,9 %): alors qu'il bénéficiait de 17,1 % des financements en CBM en 2015, le secteur du Commerce et réparation automobile a enregistré une baisse de 12,2 % du montant de contrat moyen avec 494 KMAD contre 562 KMAD un an auparavant. Cette baisse a entrainé une régression du total financement du secteur de l'ordre de 30 millions de dirhams soit -1,8 % (1,64 milliards de dirhams en 2015 contre 1.67 milliards en 2014).



5,7 milliards de dirhams, soit 55 % des Crédits-bails mobiliers alloués à tous les secteurs confondus, a servi aux investissements en matériels roulants et utilitaires ainsi qu'en voitures de tourisme, avec respectivement 3,72 et 1,97 milliards de dirhams. Le marché du matériel roulant et utilitaire a enregistré une hausse de 20 % dans les financements en CBM de 2015, tandis que celui de la voiture de tourisme a réalisé une progression de 6 % seulement contre 23 % en 2014 où il avait profité l'effet Auto Expo. Par ailleurs, les machines et équipements industriels, considérés comme les investissements classiques financés en leasing, ont encore perdu 6 % des volumes de financements avec un total de 2,59 milliards de dirhams contre 2,75 milliards de dirhams en 2014. Leur part dans les financements en CBM s'est vue régresser de 300 pb pour passer de 28 % à 25 %. Les matériels de BTP ont vu le niveau de leurs financements progresser de près de 25 % par rapport à 2014 en engrangeant 1,32 milliards de dirhams contre 1,06 milliards un an auparavant.

Bien que perdant 31 % des volumes de financements (1,01 milliards de dirhams contre 1,49 milliards de dirhams en 2014), l'immobilier professionnel demeure le premier produit immobilier à bénéficier des financements CBI avec 28,5 % des montants distribués. Avec 133 contrats, le financement de l'immobilier professionnel a crû de 128 % en volume et 29 % en nombre. Pour leur part, les locaux commerciaux ont bénéficié de 808 millions de dirhams de financements en CBI, soit +100,2 % par rapport à 2014, portant ainsi leur part dans l'ensemble des CBI distribués à 22,7 %.

Répartition des CBI par type d'immeubles financés

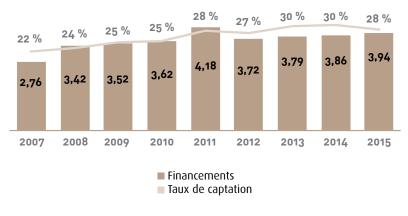


ACTIVITÉ WAFABAIL

DES PERFORMANCES COMMERCIALES EN LIGNE AVEC LES OBJECTIFS

Grâce essentiellement, à l'appui des réseaux commerciaux d'Attijariwafa bank et au développement de l'activité vente directe, Wafabail s'est encore une fois, inscrite sur une tendance positive de sa production, au terme de l'année 2015. Les financements de la filiale leasing du groupe Attijariwafa bank ont atteint 3,943 milliards de dirhams, soit une progression de 2 % par rapport à l'exercice 2014. Par la même occasion, cette performance a conféré à Wafabail les meilleurs taux de pénétration du marché en volumes et en nombre de contrats émis, avec respectivement 28,4 % et 34,3 %.

Evolution des financements et taux de captation de Wafabail



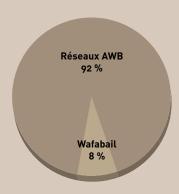
Source: Statistiques APSF au 31/12/15

UNE SYNERGIE EXEMPLAIRE AU CŒUR DE NOTRE STRATÉGIE

Conformément à la stratégie développée par le groupe Attijariwafa bank, la participation des réseaux commerciaux d'Attijariwafa bank a été, comme à l'accoutumée, très significative dans la production globale de Wafabail. Ainsi, la région du Grand Casablanca a contribué à la production de Wafabail à hauteur de 31 % avec un total financement de 1,2 milliards de dirhams. La région Nord-Ouest, pour sa part, a enregistré 605 millions de dirhams de financements, contribuant ainsi à la production à hauteur de 15 %. La région Sud a été l'apporteur de 6 % des volumes de financements avec 238 millions de dirhams tandis que les régions Nord-Est et Sud-Ouest ont participé à hauteur de 5 % chacune avec respectivement 217 et 196 millions de dirhams. Enfin, la ligne métier Grandes Entreprises a apporté une contribution de 29 % avec 1,1 milliards de dirhams. Enfin, les non clients Attijariwafa bank ont été financés à hauteur de 322 millions de dirhams chez Wafabail, contribuant ainsi à hauteur de 8 %, dans le total des financements de Wafabail.

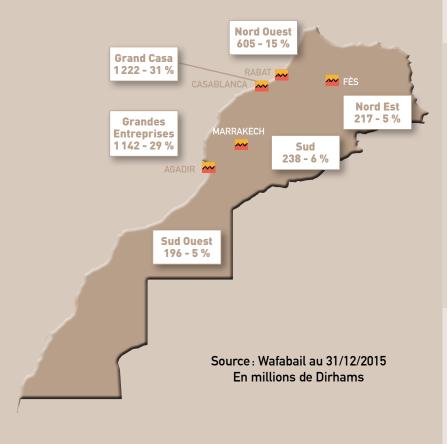


Financements Wafabail par canal d'apporteur



Source: Wafabail

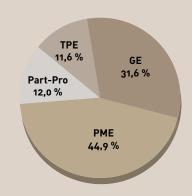
Apport des réseaux commerciaux Attijariwafa bank par régions



AU SERVICE DE LA TRÈS PETITE ENTREPRISE

Il est à noter la bonne tenue de la dynamique enclenchée avec les réseaux de la banque. pour servir la clientèle de la Très Petite Entreprise (TPE). En effet, depuis la création de ce marché au niveau d'Attijariwafa bank, Wafabail a adhéré à la vision stratégique du Groupe, en mettant en place les process et les produits adéquats, répondants aux besoins de cette frange de clientèle. Ainsi, le pack RASMALI qui avait été lancé en 2012, en collaboration avec la banque répond aux besoins spécifiques de la TPE avec un financement pouvant aller jusqu'à 300000 dirhams, dans un délai de 48 heures. L'amélioration continue des services de Wafabail envers la clientèle des TPE s'est vue couronnée en 2015 par un total investissement financé en faveur de ce segment de l'ordre de 421 millions de dirhams soit près de 12 % des financements de la filiale leasing du groupe Attijariwafa bank.

Financements Wafabail par marchés

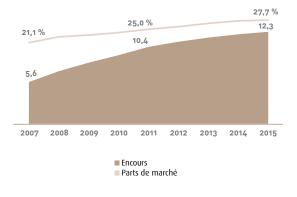




LEADERSHIP CONFIRMÉ

Les encours comptables de Wafabail ont crû de 2,7 % contre 1,7 % pour le marché du crédit-bail. La part de marché de la filiale leasing du Groupe Attijariwafa bank, dans les encours, a ainsi été portée à 28,4 % lui conférant, par la même occasion, le rang de leader du marché.

Evolution des encours et parts de marché



Source: statistiques APSF du 31/12/2007 au 31/12/2015. Encours exprimés en milliards de dirhams







UNE CAPACITÉ INDUSTRIELLE AU SERVICE DE LA CLIENTÈLE

Au titre de l'année 2015, les financements de Wafabail ont été répartis sur 4862 contrats en progression de 18 % par rapport à 2014 qui, bénéficiant de l'effet Auto Expo avait enregistré 4 105 dossiers. Ceci témoigne d'une part, de la bonne reprise de l'investissement de manière général au Maroc en 2015 et d'autre part, de la capacité de Wafabail à servir le plus grand nombre d'investisseurs. À ce titre, un peu plus d'un investissement sur trois, ayant fait appel au leasing, a été financé par Wafabail en 2015.

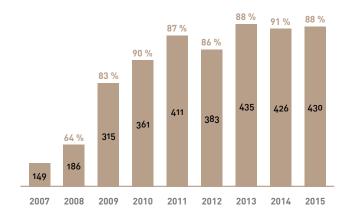
Par type de financements, 4753 dossiers ont porté sur le CBM en 2015 contre 3987 dossiers en 2014, soit une progression de 4 %. Le dossier CBM moyen a pour sa part, régressé de 12,7 % passant de 753 KMAD en 2014 à 658 KMAD en w2015. Le nombre de dossiers CBI de l'année a quant à lui régressé à 109 financements contre 113 un an auparavant. Cette régression de 4 % s'est accompagnée du recul du montant du dossier moyen de -76 KMAD soit -1 % par rapport à 2014.

MAÎTRISE DES RISQUES ET RECOUVREMENT

Outre le développement commercial, la synergie développée entre Wafabail et les réseaux commerciaux de la maison mère a permis une meilleure connaissance du client. Par conséquent, une meilleure maîtrise des risques de défaut de paiement, puisque les deux entités agissent en concert en tant que conseillers avisés envers leurs clients communs.

Aussi, à l'instar de la synergie développée sur le volet commercial, la collaboration inter-entités, dans l'effort de recouvrement amiable permet à Wafabail de réaliser annuellement un taux recouvrement avoisinant le 90 %. Il en résulte en 2015, un des plus faibles taux de contentialité du marché avec 5,2 % en baisse de 200 pb par rapport à l'année de référence 2007 où le niveau était à 7.2 %.

Évolution du taux de recouvrement depuis 2007



- Taux de récupération
- Recouvrement (en milliers de dirhams)

Source: Direction du recouvrement - Wafabail



DÉPLOIEMENT AFRICAIN : DES RÉSULTATS PROMETTEURS

2015 pourra être considérée comme l'année de référence pour l'activité leasing dans les filiales subsahariennes du groupe Attijariwafa bank. En effet, en dehors de la BIM S.A au Mali et le CDCo au Congo Brazzaville où l'activité est en démarrage, les réalisations des filiales CBAO au Sénégal, SIB en Côte d'Ivoire, SCB au Cameroun et UGB au Gabon, sont très prometteuses et démontrent un réel potentiel pour le développement de ce type de financement dans ces pays.

Avec une production totale de 25 milliards de FCFA soit 414 millions de dirhams, les 4 filiales du groupe ont démontré une capacité de financement en leasing pleinement opérationnelle. Toutefois, les financements sont restés concentrés sur les pays de la Zone UEMOA (Sénégal et Côte d'Ivoire) à hauteur de 84 % où les économies sont plus dynamiques et les programmes d'investissements publics sont moins dépendants de la manne pétrolière. En revanche, au niveau du Cameroun et du Gabon relevant de la zone CEMAC, l'investissement a été mis à mal par la chute des cours du pétrole et des matières premières ainsi que la baisse des échanges intra-régionaux. Toutefois, la reprise des cours prévue pour courant 2016 laisse envisager une évolution positive de l'activité leasing dans ces pays.



Production leasing dans les filiales subsahariennes du groupe Attijariwafa bank.

FILIALE	PAYS	2015
CBA0	Sénégal	11
SIB	Côte d'Ivoire	10
SCB	Cameroun	3
UGB	Gabon	1
CDCo	Congo	Démarrage
ВІМ	Mali	Démarrage
Total		25

(En Milliards FCFA)

Source : Attijariwafa bank - Banque de Détail à l'International (BDI)

EN AMÉLIORATION CONTINUE POUR UNE MEILLEURE OUALITÉ DE SERVICE

Afin de répondre à la demande croissante et maintenir ses standards en termes de qualité de service, Wafabail n'a de cesse de renforcer ses équipes par de nouvelles compétences toujours de plus en plus pointues, de réviser, améliorer et optimiser ses process et de mettre en place des projets innovants et structurants à même de permettre au plus grand nombre de sa clientèle de bénéficier de ses services dans des conditions optimales.

Ainsi, l'innovation, inscrite comme un levier majeur dans sa stratégie de développement, a nécessité de Wafabail de mener, au préalable, une refonte globale de son infrastructure technique existante, en adoptant les meilleurs standards et les dernières avancées en matière de technologie et de sécurité des systèmes d'information.

Au cœur de cette innovation, « e-Bail », le nouveau système Front Office, apporte à Wafabail plus de flexibilité à sa relation avec des clients de plus en plus exigeants et augmente sa capacité de réponse à leurs besoins dans des délais records, grâce notamment à l'automatisation complète du processus d'instruction des demandes de financement en leasing et l'intégration native avec le système de gestion existant. Le projet de mise en place de « e-Bail » mené durant l'année 2015 se poursuit en 2016 par le déploiement progressif auprès des commerciaux en agences et centres d'affaires du réseau Attijariwafa Bank.

Le digital et le web, autres leviers d'innovation, ont aussi été investis par Wafabail en 2015, notamment par la réalisation d'une nouvelle application disponible à la fois sur le web et sur le mobile et renforçant davantage la proximité avec ses clients et ses partenaires, qui peuvent désormais consulter leurs contrats leasing en gestion ainsi que les documents qui leurs sont rattachés tels que les factures, échéanciers etc.

Par ailleurs et dans une optique de maitrise de risques, Wafabail a mis en place un outil de scoring du matériel financé, à même de permettre de maitriser le risque lié à la nature du matériel financé.

Enfin, pour préserver ses activités essentielles en cas de sinistre et pour se conformer à la réglementation en vigueur, Wafabail a lancé en 2015 un projet de mise en place d'un « Plan de Continuité d'Activité (PCA) » et d'un « Plan de secours Informatique (PSI) ». Les premières étapes de réalisations, ont consisté, au préalable, à mener des projets de « Consolidation » et de « Virtualisation » des infrastructures techniques et ensuite à la mise en conformité en matière d'hébergement de ces infrastructures en les déménageant dans les Datacenter aux normes Tier 3+ production et secours du groupe.

Afin d'évaluer ses processus de management des risques, de contrôle et de gouvernement d'entreprise, Wafabail met en place un programme d'audit annuel dans le but d'améliorer ses processus et de renforcer leur efficacité. Ainsi, le plan d'audit pour l'année 2015 a compté 8 missions toutes menées à bien. Les remarques et conclusions ont été à chaque fois, prises en compte pour mener les actions correctives nécessaires.

État d'avancement du plan d'audit au 31/12/2015

Contrôle permanent				
Taux de conformité moyen	94 %			
Taux de régularisation	96 %			
Nombre de rapports	16			
Contrôle périodique				
Taux de réalisation du plan d'audit 2015	100 %			
Taux de réalisation des recommandations émises				
Wafabail	70 %			
Mission BAM	95 %			
Mission AWB	96 %			

Source: Pôle Audit, Contrôle permanent & Conformité-Wafabail

DES COMPÉTENCES EN CONSTANTE ÉVOLUTION

Afin d'accompagner le développement de son activité, Wafabail veille à l'évolution de ses équipes aussi bien en termes qualitatifs qu'en termes quantitatifs, en favorisant la formation et la promotion interne avant de recourir au recrutement externe.

C'est ainsi qu'en 2015, Wafabail a financé des formations dans différents domaines en faveur de 6 collaborateurs, avec pour objectif de les faire monter en compétence dans le cadre d'une gestion de carrière efficiente.

Par ailleurs et pour répondre dans les meilleures conditions aux besoins de la clientèle, Wafabail a renforcé ses équipes par 9 recrutements en 2015 pour le compte de différentes directions. Conformément à la stratégie du Groupe, les recrutements réalisés ont combiné nouveaux lauréats et profils expérimentés. Cette stratégie permet d'une part, aux nouvelles recrues de saisir une opportunité d'évolution dans un cadre professionnel dynamique et convivial et d'autre part, à l'entreprise de disposer d'un regard neuf sur l'activité ainsi qu'une compétence complémentaire.



RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE ET ENVIRONNEMENTALE

Enfin, et conformément à sa stratégie de Responsabilité Sociétale et Environnementale, Wafabail a mené des actions visant à promouvoir le sport ou encore améliorer les conditions de scolarité dans des villages éloignés ou encore offrir des possibilités de formation terrain à des étudiants en cours de formation.

C'est ainsi que durant l'année 2015, Wafabail a consacré un budget pour les actions suivantes :

- Février 2015 : Sponsoring de la participation de l'équipage « Connect Team » au Rallye Aicha des Gazelles
- Avril 2015: Participation avec le Rotary Club Majorelle à la création de classe préscolaire dans le village de Ait Marguen dans la région de Marrakech.

Par ailleurs, Wafabail a offert l'opportunité à 18 étudiants, à différents stades de leurs études d'effectuer des stages de différentes durées passant du simple stage d'observation au stage professionnel sanctionné par un projet de fin d'études.

FAITS MARQUANTS

Depuis 39 ans, l'histoire de Wafabail n'a cessé de s'enrichir d'évènements qui l'ont fait grandir pour devenir un leader incontesté du marché du Crédit-bail au Maroc. Chaque année, nous enrichissons cette rubrique par les derniers faits marquants.



1976 : création de Crédico sous l'impulsion de la famille Kettani

1985 : Crédico devient Wafabail dans le sillage du changement de la dénomination de la CMCB vers Wafabank qui en a pris le contrôle.

1998 : Création d'Attijari Locabail sous l'impulsion du groupe Banque Commerciale du Maroc (BCM).

2003: Attijari Locabail devient Attijari Leasing

2004: fusion de Wafabail et Attijari Leasing. Depuis, Wafabai s'est hissée au rang de leader du marché du Crédit-bail er adoptant une stratégie d'adossement sur le réseau commercia d'Attijariwafa bank pour servir, essentiellement, les clients de sa maison mère. Cette stratégie a conféré à Wafabail une large couverture du territoire et une bonne maîtrise de sor portefeuille.

2010 : Wafabail adopte un plan stratégique sur trois années, à même de lui assurer la pérennité de leader. Dans ce sens, la synergie avec les réseaux de la maison mère restant partie intégrante du nouveau plan stratégique, Wafabail s'ouvre désormais à l'ensemble des opérateurs composant le tissu économique du Royaume. Elle entend ainsi mettre son expertise en matière de conseil et d'accompagnement, dans le financement en leasing, au service des investisseurs quelle que soit leur taille, leur genre ou encore leur affiliation bancaire.

2011 : soucieuse de l'image qu'elle porte auprès de ses clients et partenaires, Wafabail a fait appel à un important cabinet d'études, pour dresser un bilan d'image et de notoriété de l'entreprise. L'étude a confirmé la bonne image de Wafabail avec en prime, l'un des résultats phares de l'étude: le taux de satisfaction globale de la clientèle visà-vis de Wafabail, qui s'est établi à 96 % contre 82 % pour le reste des opérateurs de Crédit-bail au Maroc. Forte de ce constat, Wafabail adopte une nouvelle identité visuelle et une nouvelle signature: « investissez en toute confiance ».

2012: Wafabail ouvre sa première représentation régionale à Agadir, marquant ainsi un nouveau tournant dans son histoire et aussi pour rappeler son intérêt pour la région du Souss-Massa et la volonté d'accompagner de manière plus soutenue l'investissement dans la région. En parallèle, une stratégie commune avec la maison mère Attijariwafa bank est mise en place, pour soutenir le développement de la Très Petite Entreprise (TPE) sur l'ensemble du territoire national, en lui proposant des solutions de financement en crédit-bail sur mesure.

2013 : Wafabail inaugure son nouveau siège au 39-41, boulevard Moulay Youssef et lance, conformément à la stratégie de la maison mère, un vaste programme de déploiement de l'activité leasing dans les filiales subsahariennes du groupe Attijariwafa bank. C'est ainsi que la Société Ivoirienne de Banque (SIB) en zone UEMOA et la société Camerounaise de Banque en zone CEMAC ont été les premières à bénéficier de l'expertise de Wafabail et ont implémenté l'activité Crédit-bail parmi leurs lignes métiers.

2014 : Wafabail poursuit son programme de partage d'expertise en menant une mission de ré-engineering des process leasing à la filiale sénégalaise du groupe Attijariwafa bank, la CBAO ainsi que des missions de déploiement de l'activité à l'UGB au Gabon et au CDCo au Congo Brazzaville.

FAITS MARQUANTS 2015

Janvier à mars 2015: comme à l'accoutumée, Wafabail est allée à la rencontre de la force de vente et des réseaux commerciaux de la banque. 8 rencontres dans les différentes régions du Maroc, qui ont été autant d'occasions pour renforcer la synergie entre les deux entités et bâtir un plan d'action solide, à même de permettre à tous de se surpasser.

Avril 2015: Wafabail lance le portail « wafabail.ma » et l'espace interactif « Waf@bailNet » réservé à ses clients et partenaires, espace consultable également à partir de l'application mobile « Wafabail Mobile ». Un chantier stratégique pour Wafabail qui en vise le développement et la vulgarisation du leasing au Maroc de manière générale et un service gratuit à valeur ajoutée pour ses clients et partenaires.

Mai 2015: l'inauguration du bureau de représentation de Tanger marque une nouvelle étape dans la politique de proximité entamée par Wafabail depuis 2011. Cette nouvelle ouverture a permis à la filiale de mieux servir la clientèle du réseau Tanger-Tétouan et d'accompagner ce dernier au niveau de son rayonnement sur l'ensemble de toute la région. Par ailleurs, Wafabail poursuit son programme de partage d'expertise en menant une mission d'implémentation du leasing à la filiale Malienne du groupe Attijariwafa bank: BIM s.a.

Juillet 2015: Wafabail lance le projet PCA/PSI, un projet transverse et stratégique qui permettra à la société de sécuriser la continuité de son activité en cas d'évènement majeur. Durant le même mois, Wafabail reçoit l'équipe Leasing de la BIM s.a. (Mali) pour parfaire leur formation par immersion.

Oct/Nov 2015 : en collaboration avec les équipes Leasing sur place, Wafabail lance la phase industrielle de l'activité leasing au niveau de la SIB en côte d'Ivoire et SCB au Cameroun.

Décembre 2015: en couronnement de toute une culture de synergie entamée depuis la fusion, Wafabail boucle l'année avec une production totale de 3,94 milliards de dirhams, réalisant ainsi à 100 % l'objectif qu'elle s'était fixée. Une réalisation dans laquelle l'ensemble de la force de vente de la banque de détail a participé avec un taux de réalisation de 114 % et une progression de +23 % de la production touchant l'ensemble des Réseaux Entreprises & Particuliers des différentes Régions.



EXTRAIT DU RAPPORT DE GESTION DU DIRECTOIRE

RAPPORT DE GESTION DU DIRECTOIRE À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE SUR L'EXERCICE CLOS AU 31 DÉCEMBRE 2015

Messieurs,

Conformément aux dispositions statutaires et réglementaires prévues par la Loi (20/05) sur la société anonyme, nous vous avons réunis en A ssemblée Générale Ordinaire annuelle pour vous rendre compte de l'activité et des résultats de notre société au cours de l'exercice écoulé et soumettre à votre approbation les états de synthèse au 31 décembre 2015.

Les convocations prescrites par la loi vous ont été régulièrement adressées et tous les documents et pièces prévus par la réglementation en vigueur ont été tenus à votre disposition dans les délais impartis.

I. ACTIVITÉ DE WAFABAIL EN 2015 PRINCIPAUX FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE 2015

L'exercice 2015 a été marqué par :

1. Indicateurs d'activité du secteur

Le secteur du Crédit-bail a enregistré une progression de sa production de 7,5 %, avec une production totale de 13,87 milliards MAD. La production du secteur en nombre a pour sa part évolué de 3,8 % passant à 14507 dossiers.

Cette embellie de l'activité en volume et en montant s'explique par l'excellente performance du Crédit-bail Immobilier qui a vu sa production croître de 12,6 % à 3,6 milliards MAD.

En ce qui concerne le Crédit-bail mobilier, la production globale du secteur enregistre une hausse de 5,8 % pour atteindre 10,3 milliards MAD.

En termes d'encours financiers, l'évolution a repris un trend haussier avec une progression remontée à 1,9 %. Au 31 décembre 2015, l'encours financier du secteur Est ainsi établi à 44 milliards MAD.

2. Indicateurs d'activité de Wafabail

Maintien de la position de Leader en termes d'encours financiers

Wafabail a pu maintenir sa position de Leader du marché du crédit-bail en termes d'encours financier malgré un contexte de marché extrêmement compétitif. Ainsi alors que l'encours financier global du marché a progressé de 1,9 %, Wafabail a vu son encours croître de 2,5 %, passant ainsi de 12,0 à 12,3 milliards de DH. De ce fait, la part de marché de Wafabail en encours financier s'améliore sensiblement passant de 27,5 % à 27,7 %.

Une production plus intensifiée en nombre de dossiers

L'exercice 2015 a été marqué pour Wafabail par une production intensifiée reflétée par une forte augmentation de 18,4 % du nombre de dossiers produits. En montants, la production de Wafabail a atteint 3,94 milliards de DH s'accaparant ainsi une part de marché de 28,4 %.

Poursuite de déploiement de projets transversaux structurants

- Développement d'un outil de scoring matériel en collaboration avec GGR: (module véhicule utilitaire finalisé, véhicule de tourisme et véhicule poids lourd bien avancés).
- Outil d'aide à la vente (OAV) automatisant les process front, middle et finalisation: la phase de recette est en cours. La date prévisionnelle de déploiement est fixée au 1er avril 2016.

- PCA: la phase de cadrage, l'étude de l'existant et des besoins et la définition de la stratégie de secours et de la stratégie de secours SI ont été finalisées. La mise en œuvre des stratégies de secours et retour à la normale a démarré en décembre 2015. Les tests de repli sont prévus en juin 2016.
- Déploiement SIRH : Le Module Reportings BO a été déployé.
- · Automatisation des états financiers.
- Migration sur la nouvelle version pour Bank Paiement et Sage rapprochement bancaire.
- Automatisation de l'éditique de l'ensemble des garanties sur Ekip back.

PRINCIPAUX INDICATEURS FINANCIERS-Résultats obtenus - Formation du résultat

1. Principaux indicateurs financiers

- Les Produits d'Exploitation Bancaire : Ils s'établissent à fin 2015 à 3866830425,35 DH marquant une progression de 3,07 % par rapport à l'exercice 2014.
- Les Charges d'Exploitation Bancaire : Elles atteignent 3543316286,78 DH, progressant de 2,76 % par rapport à l'exercice précédent.
- Le Produit Net Bancaire : Il s'établit à 323514138,57 DH, soit une hausse de 6,51 % par rapport à l'exercice précédent
- Les charges générales d'Exploitation : Elles s'établissent à 80 850 777,43 DH, soit une variation à la hausse de 5,20 %, par rapport à 2014.
- Les Dotations Nettes aux Provisions et Pertes sur Créances Irrécupérables :

Pour les créances en souffrance 2015, les dotations aux provisions pour dépréciation enregistrent une baisse de -14,00 %, passant de 161 205 829,95 DH en 2014, à 138 644 167,26 DH en 2015.

Les reprises de provisions pour créances en souffrance affichent également une baisse de -18,87 % par rapport à 2014, passant de 103538685,21 DH à 84003849,13 DH en 2015.

ll en résulte que les dotations nettes de reprises affichent une baisse de -5,25 % pour s'établir à 54640318,13 DH.

- Le Résultat de l'exercice : Le résultat net de l'exercice s'est soldé par un bénéfice de 110 335 239,02 DH contre 83 845 461,40 DH au titre de l'exercice précédent.
- Total Bilan: Au 31 décembre 2015, le total bilan de Wafabail s'est accru de 4,66 %, pour atteindre un montant de 11597984145,46 DH contre 11081912039,02 DH au titre de l'exercice précédent.

2. Structure financière

• Les fonds propres :

Le total des fonds propres et assimilés s'établissent à fin 2015 à 1052921073,23 DH contre 975701387,28 DH à fin 2014, soit une évolution de 7,91 %.

Endettement:

L'endettement de la société à fin 2015 s'établit à 10006848263,83 DH contre 9598906829,48 DH soit un accroissement de 4,25 %.

Wafabail se refinance essentiellement par le biais des crédits à court et moyen terme, par les DAT et par un programme d'émission de Bons de Sociétés de Financement (BSF) d'une enveloppe de 5 000 000 000 DH, qui a fait l'objet d'émissions totalisant 5 325 500 000 DH avec un encours au 31 décembre 2015 de 2 825 000 000 DH.

II. DONNÉES SUR LES DÉLAIS DE PAIEMENT

	(A)			Montant des o	dettes échues	
	Montant des dettes fournisseurs a la clôture	(B) Montant des dettes non échues	(C) Dettes échues de moins de 30 jours	(D) Dettes échues entre 31 et 60 jours	(E) Dettes échues entre 61 et 90 jours	(F) Dettes échues de plus de 90 jours
	A = B + C + D + E + F					
Fournisseurs Métier	147 905 476,45	10864292,79	116 083 375,01	13 197 165,65	7760643,00	
Fournisseurs Hors Métier	2 208 970,67	887 563,38	760891,64	268 129,06	158 125,86	134 260,73
Total Fournisseurs Date de clôture EXERCICE 2014	150 114 447,12	11 781 856,17	116844266,65	13465294,71	7 918 768,86	134260,73
Fournisseurs Métier	103 941 394,04	12 487 788,97	66 848 871,05	13 254 651,85	11350082,17	
Fournisseurs Hors Métier	7 125 885,15	2041523,06	882 170,99	277 233,28	3 917 877,82	7 080,00
Total Fournisseurs Date de clôture EXERCICE 2015	111 067 279,19	14 529 312,03	67 731 042,04	13 531 885,13	15267959,99	7 080,00

III. PRESENTATION DES ETATS DE SYNTHESE

Les états de synthèse de l'exercice clos le 31 décembre 2015, que nous soumettons à votre approbation, ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Les règles de présentation et les méthodes d'évaluation retenues sont identiques à celles de l'exercice précédent.

Bilan: Les principaux postes du bilan figurent ci-après en annexe.

Compte de résultat : Le compte de résultat de 1'exercice est reproduit ci-après en annexe.

IV. RÉSULTAT DISTRIBUABLE ET PROJET D'AFFECTATION DU RESULTAT

Le Directoire vous propose ci-après le projet d'affectation présenté au Conseil de surveillance du 1er mars 2016, du résultat net à fin 2015 conformément aux dispositions statutaires.

Le compte de produits et charges présente au 31 décembre 2015, un résultat bénéficiaire de 110 335 239,02 DH, que nous proposons d'affecter comme suit:

Report à nouveau: 419 732 746,19 DH
Bénéfice Net Social: 83 845 461,40 DH

Bénéfice Distribuable: 503 578 207,59 DH
Distribution des Dividendes: -40 000 000,00 DH

Report à nouveau créditeur: 463 578 207,59 DH

Ainsi, le report à nouveau créditeur après affectation s'établit à 507 913 446,61 DH.

V. AXES DE DEVELOPPEMENT 2016

En ce qui concerne les perspectives de l'exercice 2016, Wafabail table sur une progression lui permettant de maintenir sa position de leader sur le marché du leasing aussi bien en termes de production que d'encours.

Les principaux axes de développement 2016 portent sur :

- Déploiement de l'Outil d'aide à la vente en avril 2016.
- Démarrage du lot 2 de l'OAV avec d'autres fonctionnalités nouvelles.
- Mise en place d'une solution de gestion de Recouvrement et récupération de Matériel.
- Déploiement SIRH : déploiement du module recrutement et notes de frais.
- PCA: Finalisation du projet PCA par le déroulement des exercices de gestion de crise et repli des utilisateurs.

Casablanca, le 1er mars 2016

Le Président du Directoire Karim IDRISSI KAITOUNI

RAPPORT GÉNÉRAL - COMISSAIRES AUX COMPTES



288, Boulevard Zerktouni Casablanca - Maroc



Mazars Audit et Conseil 101, Boulevard Abdelmoumen Casablanca - Maroc

WAFABAIL S.A.

39-41, Bd. Moulay Youssef - Casablanca

RAPPORT GÉNÉRAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES **EXERCICE DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2015**

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des états de synthèse ci-joints de la société WAFABAIL S.A, comprenant le bilan, le hors bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie, et l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2015. Ces états de synthèse font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de KMAD 915144 dont un bénéfice net de KMAD 110335.

Responsabilité de la Direction

La direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états de synthèse, conformément au référentiel comptable admis au Maroc. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des états de synthèse ne comportant pas d'anomalie significative, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Responsabilité de l'Auditeur

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession auMaroc. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique, de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalie

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états de synthèse. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états de synthèse contiennent des anomalies significatives. En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation des états de synthèse afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états de synthèse.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion sur les états de synthèse

Nous certifions que les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société WAFABAIL S.A au 31 décembre 2015 conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la concordance des informations données dans le rapport de gestion du Directoire destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la société

Casablanca, le 9 mars 2016

Les Commissaires aux Comptes

tte Audit ard Zerktouni 40 25/26/34/81 22 22 40 78

Fawzi Britel Associé

Mazars Audit et Conseil

Kamal Mokdad Associé Gérant

101

COMPTES SOCIAUX AU 31/12/2015

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2015

ACTIF	2015	2014
1. VALEURS EN CAISSE, BANQUES CENTRALES, TRÉSOR PUBLIC, SERVICE DES CHÈQUES POSTAUX	5	4
2. CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS	2	2
. À vue	2	2
. À terme		
3. CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE	24 152	28 891
. Crédits de trésorerie et à la consommation	16 263	19 909
. Crédits à l'équipement		
. Crédits immobiliers	7 889	8 982
. Autres crédits		
4. CRÉANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE		
5. TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT		
. Bons du Trésor et valeurs assimilées		
. Autres titres de créance		
. Titres de propriété		
6. AUTRES ACTIFS	295 341	401 835
7. TITRES D'INVESTISSEMENT		
. Bons du Trésor et valeurs assimilées		
. Autres titres de créance		
8. TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILÉS	3	3
9. CRÉANCES SUBORDONNÉES		
10. IMMOBILISATIONS DONNÉES EN CRÉDIT-BAIL ET EN LOCATION	11 240 839	10 620 814
11. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	30 866	24 371
12. IMMOBILISATIONS CORPORELLES	6 776	5 992
TOTAL DE L'ACTIF	11 597 984	11 081 912

en milliers de dirhams

PASSIF	2015	2014
1. BANQUES CENTRALES, TRÉSOR PUBLIC, SERVICE DES CHÈQUES POSTAUX		
2. DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS	7 087 861	7 253 292
. À vue	676 047	1 255 141
. À terme	6 411 814	5 998 151
3. DÉPÔTS DE LA CLIENTÈLE	45 902	132 762
. Comptes à vue créditeurs		
. Comptes d'épargne		
. Dépôts à terme	31 245	122 202
. Autres comptes créditeurs	14 656	10 560
4. TITRES DE CRÉANCE ÉMIS	2 873 086	2 212 854
. Titres de créance négociables	2 825 000	2 180 000
. Emprunts obligataires		
. Autres titres de créance émis	48 086	32 854
5. AUTRES PASSIFS	664 223	633 618
6. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	11 768	6 777
7. PROVISIONS RÉGLEMENTÉES		
8. SUBVENTIONS, FONDS AFFECTES ET FONDS SPÉCIAUX DE GARANTIE		
9. DETTES SUBORDONNÉES	68 571	66 371
10. ÉCARTS DE RÉÉVALUATION		
11. RÉSERVES ET PRIMES LIÉES AU CAPITAL	122 660	122 660
12. CAPITAL	150 000	150 000
13. ACTIONNAIRES. CAPITAL NON VERSÉ (-)		
14. REPORT À NOUVEAU (+/-)	463 578	419 733
15. RÉSULTATS NETS EN INSTANCE D'AFFECTATION (+/-)		
16. RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE (+/-)	110 335	83 845
TOTAL DU PASSIF	11 597 984	11 081 912

HORS BILAN

en	mı	ш	ers	de	dII	'na	ms

HORS BILAN	2015	2014
ENGAGEMENTS DONNES	398 900	660 993
1. Engagements de financement donnés en faveur d'établiss. de crédit et assimilés		
2. Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	398 900	660 993
3. Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés		
4. Engagements de garantie d'ordre de la clientèle		
5. Titres achetés à réméré		
6. Autres titres à livrer		
ENGAGEMENTS REÇUS	3 701 000	3 750 000
7. Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	2 501 000	2 550 000
8. Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	1 200 000	1 200 000
9. Engagements de garantie reçus de l'État et d'organismes de garantie divers		
10. Titres vendus à réméré		
11. Autres titres à recevoir		

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES

en milliers de dirhams

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES	2015	2014
I. PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	3 866 830	3 751 714
1. Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit		
2. Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle		
3. Intérêts et produits assimilés sur titres de créance		
4. Produits sur titres de propriété		
5. Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	3 854 608	3 738 062
6. Commissions sur prestations de service	12 172	13 625
7. Autres produits bancaires	50	27
II. CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	3 543 316	3 447 986
8. Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	303 561	300 825
9. Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	215	34
10. Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis	110 282	116 869
11. Charges sur immobilisations en crédit-bail	3 128 710	3 029 376
12. Autres charges bancaires	548	882
III. PRODUIT NET BANCAIRE	323 514	303 728
13. Produits d'exploitation non bancaire	747	3 852
14. Charges d'exploitation non bancaire		2 812
IV. CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION	80 851	76 856
15. Charges de personnel	37 483	35 535
16. Impôts et taxes	1 907	1 958
17. Charges externes	37 361	35 049
18. Autres charges générales d'exploitation	184	200
19. Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	3 915	4 114
V. DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	143 644	163 380
20. Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	94 587	89 861
21. Pertes sur créances irrécouvrables	44 057	71 345
22. Dotations aux autres provisions	5 000	2 174
VI. REPRISES DE PROVISIONS ET RÉCUPÉRATIONS SUR CRÉANCES AMORTIES	84 013	108 589
23. Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	83 051	103 319
24. Récupérations sur créances amorties	953	220
25. Autres reprises de provisions	9	5 050
VII. RÉSULTAT COURANT	183 780	173 121
26. Produits non courants	10	5 930
27. Charges non courantes	2 252	41 307
VIII. RÉSULTAT AVANT IMPÔTS	181 538	137 744
28. Impôts sur les résultats	71 203	53 899
IX. RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	110 335	83 845

ÉTAT DES SOLDES DE GESTION

I - TABLEAU DE FORMATION DES RÉSULTATS	2015	2014
1. (+) Intérêts et produits assimilés	2013	2014
2. (-) Intérêts et charges assimilées	414 058	417 72
MARGE D'INTÉRÊT	-414 058	-417 72
3. (+) Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	3 854 608	3 738 06
4. (-) Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	3 128 710	3 029 37
RÉSULTAT DES OPÉRATIONS DE CRÉDIT-BAIL ET DE LOCATION	725 898	708 68
5. (+) Commissions perçues	12 172	13 624
6. (-) Commissions servies	534	88:
MARGE SUR COMMISSIONS	11 638	12 74
7. (+) Résultat des opérations sur titres de transaction	11000	12.7-
8. (+) Résultat des opérations sur titres de placement		
9. (+) Résultat des opérations de change	36	2
10. (+) Résultat des opérations de change	30	
RÉSULTAT DES OPÉRATIONS DE MARCHE	36	2'
11. (+) Divers autres produits bancaires	36	
12. (-) Diverses autres charges bancaires		
PRODUIT NET BANCAIRE	323 514	303 72
13. (+) Résultat des opérations sur immobilisations financières	323 314	303 72
14. (+) Autres produits d'exploitation non bancaire	747	1 04
15. (-) Autres charges d'exploitation non bancaire	747	2 81
16. (-) Charges générales d'exploitation	80 851	76 85
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION	243 411	225 10
17. (+) Dotations nettes des reprises aux prov. pour créances et engage, par signature en souffrance	54 640	57 66
18. (+) Autres dotations nettes des reprises aux provisions	4 991	-2 87
RÉSULTAT COURANT	183 780	170 30
RÉSULTAT NON COURANT	-2 241	-32 56
19. (-) Impôts sur les résultats	71 203	53 89
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	110 335	83 84
II - CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT	2015	2014
(+) RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE		83 84
	110 335	
20. (+) Dotations aux amortissements et aux provisions des immob incorp et corp 21. (+) Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	3 915	4 11
21. (+) Dotations aux provisions pour depreciation des immobilisations financieres 22. (+) Dotations aux provisions pour risques généraux	5 000	2 174
ZZ. (+) Dotations aux provisions pour risques generaux 23. (+) Dotations aux provisions réglementées	5 000	2 17-
23. (+) Dotations aux provisions regiementees 24. (+) Dotations non courantes		
25. (-) Reprises de provisions	9	5 05
26. (-) Reprises de provisions 26. (-) Plus-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	9	13
26. (+) Plus-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles 27. (+) Moins-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles		131
27. (+) Moins-values de cession sur immobilisations incorporeiles et corporeiles 28. (-) Plus-values de cession sur immobilisations financières		
28. (+) Plus-values de cession sur immobilisations financières 29. (+) Moins-values de cession sur immobilisations financières		
30. (-) Reprises de subventions d'investissement reçues (+) CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT	110.071	0/ 05
(+) CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT 31. (-) Bénéfices distribués	119 241	84 95 3 50 000
	40 000	
(+) AUTOFINANCEMENT	79 241	34 953

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

en milliers de dirhams

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE	2015	2014
Produits d'exploitation bancaire perçus	3 866 830	3 751 714
Récupérations sur créances amorties	953	220
Produits d'exploitation non bancaire percus	758	9 783
Charges d'exploitation bancaire versées	628 212	647 781
Charges d'exploitation non bancaire versées		2 812
Charges générales d'exploitation versées	76 936	72 742
Impôts sur les résultats versés	53 899	61 755
I. FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DU COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES	3 109 494	2 976 626
Variation de :	-	
Créances sur les établissements de crédit et assimilés		
Créances sur la clientèle	4 739	4 882
Titres de transaction et de placement		
Autres actifs	104 242	22 020
Immobilisations données en crédit-bail et en location	-3 628 809	-3 449 594
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	-156 545	1 073 130
Dépôts de la clientèle	-84 191	-230 478
Titres de créance émis	645 000	-400 500
Autres passifs	57 266	61 934
II. SOLDE DES VARIATIONS DES ACTIFS ET PASSIFS D'EXPLOITATION	-3 058 299	-2 918 606
III. FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION (I + II)	51 195	58 020
Produit des cessions d'immobilisations financières		
Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
Acquisition d'immobilisations financières		
Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	11 194	8 019
Intérêts percus		
Dividendes percus		
IV. FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT	-11 194	-8 019
Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie recus		
Émission de dettes subordonnées		
Émission d'actions		
Remboursement des capitaux propres et assimilés		
Intérêts versés		
Dividendes versés	-40 000	-50 000
V. FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT	-40 000	-50 000
VI. VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE (III+IV+V)	1	1
VII. TRÉSORERIE À L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	4	3
VIII. TRÉSORERIE À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE	5	4

DÉTAIL DES AUTRES PRODUITS ET CHARGES

en milliers de dirhams

AUTRES PRODUITS ET CHARGES	2015	2014
Autres produits bancaires	50	27
Autres charges bancaires	548	882
AUTRES PRODUITS ET CHARGES BANCAIRES	-498	-855
Produits d'exploitation non bancaire	747	3 852
Charges d'exploitation non bancaire	-	2 812
PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION NON BANCAIRE	747	1 040
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	143 644	163 380
REPRISES DE PROVISIONS ET RÉCUPÉRATIONS SUR CRÉANCES AMORTIES	84 013	108 589
Produits non courants	10	5 930
Charges non courantes	2 252	41 307
PRODUITS ET CHARGES NON COURANTS	-2 242	-35 377

MARGE D'INTÉRÊTS

MARGE D'INTÉRÊTS	2015	2014
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	716 596	695 477
dont: Intérêts		
Commissions sur engagements		
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit		
Produits sur titres de placement		
INTÉRÊTS ET PRODUITS ASSIMILÉS	716 596	695 477
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec la clientèle		
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	-414 058	-417 727
INTÉRÊTS ET CHARGES ASSIMILÉES	-414 058	-417 727
MARGE D'INTÉRÊTS	302 538	277 750

			Mantant das		Amortis	sements		Provisions		
Nature	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Dotation au titre de l'exercice	Cumul des amortisse- ments	Dotation au titre de l'exercice	Reprises de provisions	Cumul des provisions	Montant net à la fin de l'exercice
IMMOBILISATIONS DONNÉES EN CRÉDIT-BAIL	<u>19 123 755</u>	4 120 006	3 046 488	20 197 273	3 102 797	<u>8 583 291</u>	112 246	96 325	<u>373 143</u>	11 240 839
ET EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT										
CRÉDIT-BAIL SUR IMMOBILISATIONS INCORPORELLES										
CRÉDIT-BAIL MOBILIER	14 056 697	3 441 131	2 801 503	14 696 324	2 743 541	6 975 285	17 659	12 380	24 643	7 696 396
- Crédit-bail mobilier en cours	308 692	353 461	134 094	528 059						528 059
- Crédit-bail mobilier loué	13 697 155	3 064 757	2 662 933	14 098 979	2 740 690	6 930 013	17 659	12 380	24 643	7 144 323
- Crédit-bail mobilier non loué après résiliation	50 849	22 913	4 476	69 286	2 850	45 273				24 014
CRÉDIT-BAIL IMMOBILIER	4 508 587	651 696	234 071	4 926 212	359 256	1 608 005	-	893	-	3 318 206
- Crédit-bail immobilier en cours	159 159	28 004	4 792	182 372						182 372
- Crédit-bail immobilier loué	4 347 078	610 895	229 279	4 728 694	358 081	1 597 727		893		3 130 967
- Crédit-bail immobilier non loué après résiliation	2 350	12 796		15 146	1 175	10 278				4 868
LOYERS COURUS A RECEVOIR										
LOYERS RESTRUCTURES										
LOYERS IMPAYÉS	58 164		10 914	47 250						47 250
CRÉANCES EN SOUFFRANCE	500 306	27 180		527 486			94 587	83 051	348 500	178 986
VNC EN SOUFFRANCE										
IMMOBILISATIONS DONNÉES EN LOCATION SIMPLE										
BIENS MOBILIERS EN LOCATION SIMPLE										
BIENS IMMOBILIERS EN LOCATION SIMPLE										
LOYERS COURUS A RECEVOIR										
LOYERS RESTRUCTURES										
LOYERS IMPAYÉS										
LOYERS EN SOUFFRANCE										
TOTAL	19 123 755	4 120 006	3 046 488	20 197 273	3 102 797	8 583 291	112 246	96 325	373 143	11 240 839

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

en milliers de dirhams

					A	mortissements	s et/ou provisions		
Nature	au début de au cours	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	uisitions ou retraits au cours de	essions brut à a l retraits cours de la fin de exercice l'exercice	Montant des amort. et/ou provisions au début de l'exercice	Dotation au titre de l'exercice	Montant des amortissements sur immobilisations sorties	Cumul	Montant net à la fin de l'exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	<u>51 324</u>	19 244	11 045	<u>59 524</u>	26 943	<u>1 715</u>		28 657	30 866
. Droit au bail	9 955			9 955					9 955
. Immobilisations en recherche et développement									-
. Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	31 408	1 134		32 542	26 943	1 715		28 657	3 885
. Autres immobilisations incorporelles d'exploitation en cours	9 961	18 110	11 045	17 027					17 027
. Immobilisations incorporelles hors exploitation									-
. Immobilisations incorporelles encours				-					-
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	<u>13 006</u>	2 995	<u>-</u>	<u>16 001</u>	7 025	2 200	<u>-</u>	9 226	<u>6 775</u>
- Immeubles d'exploitation									
. Terrain d'exploitation									
. Immeubles d'exploitation. Bureaux									
. Immeubles d'exploitation. Logements de fonction									
- Mobilier et matériel d'exploitation	11 427	2 903	-	14 331	6 588	1 946	-	8 534	5 797
. Mobilier et matériel de bureau d'exploitation	2 503	72		2 576	1 025	438		1 463	1 113
. IMMO M.M.B. EN COURS	-			-					-
. Matériel Informatique	8 898	2 831		11 729	5 551	1 505		7 056	4 674
. Immo informatique en cours									-
. Matériel roulant rattaché à l'exploitation	26			26	12	4		16	10
. Autres matériels d'exploitation (AGTS AMEG INST)	-			-				-	-
 Autres immobilisations corporelles d'exploitation 	1 253	92		1 345	437	254		691	654
 Autres immobilisations corporelles d'exploitation en cours 				-					-
 Immobilisations corporelles hors exploitation 	325			325	-		-	-	325
. Terrains hors exploitation	189			189					189
. Immeubles hors exploitation				-					
. Mobiliers et matériel hors exploitation				-					
. Autres immobilisations corporelles hors exploitation	137			137				-	137
TOTAL	64 330	22 239	11 045	75 525	33 968	3 915	-	37 883	37 642

VENTILATION DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES SUIVANT LA DURÉE RÉSIDUELLE

Nature	Cut off	Encours en stade de préloyer	Durée ≤ 1 mois	1 mois < D ≤ 3 mois	3 mois < D ≤ 1 an	1 an < D ≤ 5 ans	D > 5 ans	TOTAL
Emplois								
Créances sur les établissements de crédit et assimilés								
Créances sur la clientèle					13 479	3 808	6 932	24 219
Titres de créance								
Créances subordonnées								
Crédit-bail et assimilé (encours extrait de la comptabilité financière)	168 574	715 771	599 323	22 965	292 291	6 204 608	3 220 274	10 339 461
TOTAL	168 574	715 771	599 323	22 965	305 770	6 208 416	3 227 206	10 363 680
Ressources								
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés			530 000		1 350 000	4 469 000		6 349 000
Dettes envers la clientèle					22 923			22 923
Titres de créance émis					1 730 000	1 095 000		2 825 000
Emprunts subordonnés							50 000	50 000
TOTAL			530 000	-	3 102 923	5 564 000	50 000	9 246 923

DÉTAIL DES AUTRES ACTIFS en milliers de dirhams

, DÉTAIL DES AUTRES ACTIFS	2015	2014
NSTRUMENTS OPTIONNELS ACHETÉS		
nstruments optionnels de taux d'intérêts achetés		
nstruments optionnels de cours de change achetés		
nstruments optionnels sur actions et indices boursiers achetés		
Autres instruments optionnels achetés		
DÉBITEURS DIVERS	178 458	324 145
SOMMES DUES PAR L'ÉTAT	164 121	217 468
SOMMES DUES PAR LES ORGANISMES DE PRÉVOYANCE		
SOMMES DIVERSES DUES PAR LE PERSONNEL	205	199
COMPTES CLIENTS DE PRESTATIONS NON BANCAIRES		
DIVERS AUTRES DÉBITEURS	14 132	106 478
Dépôts de garantie versés sur opérations de marché		
Dépôts et cautionnements constitués		
Sommes diverses dues par les actionnaires et associés		
Divers autres débiteurs	14 132	106 478
VALEURS ET EMPLOIS DIVERS		
Avoirs en or et métaux précieux		
Stocks de fournitures de bureau et imprimés		
Immobilisations acquises par voie d'adiudication		
Immobilisations détenues dans le cadre de la promotion immobilière		
Fimbres		
Autres valeurs et emplois divers		
COMPTES DE RÉGULARISATION	116 883	77 690
COMPTES DE REGOLARISATION COMPTES D'AJUSTEMENT DES OPÉRATIONS DE HORS BILAN	110 003	77 070
Contrepartie du résultat de change de hors bilan		
Contrepartie du résultat de change de nois bitan Contrepartie du résultat sur produits dérivés de hors bilan		
Contrepartie du résultat sur titres de hors bilan		
CONTREPARTE DE L'ÉCARTS SUR DEVISES ET TITRES		
Écarts de conversion sur devises non cotées		
Écarts de conversion sur devises avec garantie de change		
Écarts sur ventes de titres avec faculté de rachat ou de reprise		
Écarts de conversion sur autres devises		
RÉSULTATS SUR PRODUITS DÉRIVÉS DE COUVERTURE		
Pertes potentielles sur opérations de couverture non dénouées		
Pertes à étaler sur opérations de couverture dénouées		
CHARGES À RÉPARTIR SUR PLUSIEURS EXERCICES	5	79
Frais préliminaires		
Frais d'acquisition des immobilisations		
Frais d'émission des emprunts		
Primes d'émission ou de remboursement des titres de créance émis		
Autres charges à répartir sur plusieurs exercices	5	79
COMPTES DE LIAISON ENTRE SIÈGE, SUCCURSALES ET AGENCES AU MAROC		
PRODUITS À RECEVOIR ET CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	25	155
Produits à recevoir		
Charges constatées d'avance	25	155
AUTRES COMPTES DE RÉGULATION	116 853	77 456
CRÉANCES EN SOUFFRANCE SUR OPÉRATIONS DIVERSES		
TOTAL DE L'ACTIF	295 341	401 835

DÉTAIL DES AUTRES PASSIFS

DÉTAIL DES AUTRES PASSIFS	2015	2014
INSTRUMENTS OPTIONNELS VENDUS		
Instruments optionnels de taux d'intérêts vendus		
Instruments optionnels de cours de change vendus		
Instruments optionnels sur actions et indices boursiers vendus		
Autres instruments optionnels vendus		
CRÉDITEURS DIVERS	411 427	380 316
SOMMES DUES À L'ÉTAT	206 296	176 446
SOMMES DUES AUX ORGANISMES DE PRÉVOYANCE	1 329	1 338
SOMMES DIVERSES DUES AU PERSONNEL	11 536	10 906
SOMMES DIVERSES DUES AUX ACTIONNAIRES ET ASSOCIÉS		
Dividendes à payer	1	
Versements recus sur augmentation de capital		
Comptes courants d'associés créditeurs		
Autres sommes dues aux actionnaires et associés		
FOURNISSEURS DE BIENS ET SERVICES	111 482	150 475
DIVERS AUTRES CRÉDITEURS	80 784	41 151
Dépôts de garantie reçus sur opérations de marché		
Coupons sur titres de créance émis à payer		
Titres émis amortis et non encore remboursés		
Divers autres créditeurs	80 784	41 151
COMPTES DE RÉGULARISATION	252 796	253 302
COMPTES D'AJUSTEMENT DES OPÉRATIONS DE HORS BILAN		
Contrepartie du résultat de change de hors bilan		
Contrepartie du résultat sur produits dérivés de hors bilan		
Contrepartie du résultat sur titres de hors bilan		
COMPTES D'ÉCARTS SUR DEVISES ET TITRES		
Écarts de conversion sur devises non cotées		
Écarts de conversion sur devises avec garantie de change		
Écarts sur ventes de titres avec faculté de rachat ou de reprise		
Écarts de conversion sur autres devises		
RÉSULTATS SUR PRODUITS DÉRIVÉS DE COUVERTURE		
Gains potentiels sur opérations de couverture non dénouées		
Gains à étaler sur opérations de couverture dénouées		
COMPTES DE LIAISON ENTRE SIÈGE, SUCCURSALES ET AGENCES AU MAROC		
CHARGES A PAYER ET PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	252 796	253 302
Charges à payer	38 492	33 219
Produits constatés d'avance	214 305	220 083
AUTRES COMPTES DE RÉGULARISATION		
TOTAL DU PASSIF	664 223	633 618

DÉTAIL DES CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION

en milliers de dirhams

CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION	2015	2014
. Charges de personnel	37 484	35 535
- Salaires et appointements	19 757	18 779
- Charges sociales	5 421	5 177
- Autres charges de personnel	12 306	11 579
. Impôts et taxes	1 907	1 958
. Charges externes	37 361	35 099
- Loyers de crédit-bail et de location	4 481	4 352
- Frais d'entretien et de réparation	5 566	3 830
- Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	19 254	19 169
- Transports et déplacements	709	612
- Publicité, publications et relations publiques	1 778	2 262
- Autres charges externes	5 574	4 874
. Autres charges générales d'exploitation	184	150
- Frais préliminaires		
- Frais d'acquisitions des immobilisations		
- Autres charges réparties sur plusieurs exercices		
- Dons, libéralités et lots	184	150
- Diverses autres charges générales d'exploitation		
. Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	3 915	4 114
- Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles	1 715	2 202
- Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	2 200	1 912
- Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations incorporelles		
- Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations corporelles		
TOTAL	80 851	76 856

COMMISSIONS en milliers de dirhams

COMMISSIONS (VERSÉES)	2015	2014
- Commissions sur moyens de paiement	461	467
- Commissions sur prestations de service sur crédit	1 217	1 014
- Autres commissions sur prestations de service	17 927	17 118
TOTAL	19 605	18 599

PRINCIPALES MÉTHODES D'ÉVALUATION APPLIQUÉES PAR L'ÉTABLISSEMENT

I- PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES

Contrat de crédit-bail

Le contrat de cbail est un contrat de location à durée irrévocable, variant selon la nature du bien entre 36 et 120 mois, à l'issue duquel le locataire a le choix entre trois options : racheter le matériel à sa valeur résiduelle déterminée contractuellement, renouveler le contrat pour une nouvelle période de location ou rendre le matériel à la société.

II- ACTIF IMMOBILISÉ

- A ÉVALUATION A L'ENTRÉE : Coût d'acquisition
- B MÉTHODE D'AMORTISSEMENT
- La base de calcul des amortissements des biens donnés en location correspond à la valeur d'acquisition de l'immobilisation diminuée de la VR
- Les amortissements sont calculés suivant la même durée que le contrat de leasing y afférent, dans les limites permises par l'adm fiscale
- La date de calcul de l'amortissement fiscal démarre le même mois de départ de location (1er loyer).

III- ACTIF CIRCULANT (HORS TRÉSORERIE)

- A ÉVALUATION A L'ENTRÉE : Valeur nominale
- B MÉTHODE D'ÉVALUATION DES PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION

Conformément à la circulaire 19/G/2002, les règles de classification des créances en souffrances et leur couverture par les provisions se presentent comme suit:

Classification	Ancienneté	Taux de provision
Créances prédouteuses	Impayés→=90 jours	20% manière globale
Créances douteuses	Impayés→=180 jours	50% manière globale
Créances compromises	Impayés→=360 jours	100% cas par cas

La base de calcul des provisions est constituée : des loyers échus impayés, lorsque la créance est considérée comme pré douteuse ou douteuse, du total formé par les loyers échus impayés et la valeur nette comptable (VNC), diminué de la valeur marchande du bien, lorsque la créance est classée dans la catégorie des compromis.

IV- FINANCEMENT PERMANENT	V - PASSIF CIRCULANT (HORS TRÉSORERIE)
1. Méthode d'évaluation : Valeur nominale	1. Dettes du passif circulant
2. Méthode de détermination des écarts de conversion Passif	- Valeur nominale
- Écart entre le cours historique et le cours au 31 décembre	2. Méthode de détermination des écarts de conversion Passif
	- Écart entre le cours historique et le cours au 31 décembre

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE

en milliers de dirhams

ENGAGEMENTS	2015	2014
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE DONNES	398 900	660 993
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT EN FAVEUR D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS		
Crédits documentaires import		
Engagements irrévocables de crédit-bail		
_ Autres engagements de financement donnés		
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT EN FAVEUR DE LA CLIENTÈLE	398 900	660 993
Engagements irrévocables de crédit-bail	398 900	660 993
_ Autres engagements de financement donnés		
ENGAGEMENTS DE GARANTIE D'ORDRE D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS		
ENGAGEMENTS DE GARANTIE D'ORDRE DE LA CLIENTÈLE		
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE RECUS	<u>3 701 000</u>	<u>3 750 000</u>
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT REÇUS D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS	2 501 000	2 550 000
Autres engagements de financement reçus	2 501 000	2 550 000
ENGAGEMENTS DE GARANTIE REÇUS D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS	1 200 000	1 200 000
_ Autres garanties reçues	1 200 000	1 200 000
ENGAGEMENTS DE GARANTIE REÇUS DE L'ÉTAT ET D'ORGANISMES DE GARANTIE DIVERS		
Garanties de crédits		
Autres garanties reçues		

CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS

en milliers de dirhams

ENGAGEMENTS	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établ. de crédit & assimilés au Maroc	Etabl. crédit à l'étranger	2015	2014
COMPTES ORDINAIRES DÉBITEURS		2			2	2
VALEURS REÇUES EN PENSION						
- au jour le jour						
- à terme						
PRÊTS DE TRÉSORERIE						
- au jour le jour						
- à terme						
PRÊTS FINANCIERS						
AUTRES CRÉANCES						
INTÉRÊTS COURUS À RECEVOIR						
CRÉANCES EN SOUFFRANCE						
TOTAL		2			2	2

CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE

en milliers de dirhams

ENGAGEMENTS			Secteur privé			2014
	Secteur public	Entreprises financières	Ets non financières	Autre clientèle	2015	
CRÉDITS DE TRÉSORERIE						
- Comptes à vue débiteurs						
- Créances commerciales sur le Maroc						
- Crédits à l'exportation						
- Autres crédits de trésorerie						
CRÉDITS À LA CONSOMMATION				16 263	16 263	19 909
CRÉDITS À L'ÉQUIPEMENT						
CRÉDITS IMMOBILIERS				7 889	7 889	8 982
AUTRES CRÉDITS						
CRÉANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE						
INTÉRÊTS COURUS A RECEVOIR						
CRÉANCES EN SOUFFRANCE			527 486		527 486	500 306
- Créances pré-douteuses			20 612		20 612	38 341
- Créances douteuses			35 420		35 420	45 667
- Créances compromises			471 455		471 455	416 298
TOTAL			527 486	24 152	551 639	529 197

DÉPÔTS DE LA CLIENTÈLE

DÉPÔTS	Secteur public		Secteur privé			
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle	2015	2014
COMPTES A VUE CRÉDITEURS						
COMPTES D'ÉPARGNE						
DÉPÔTS A TERME			30 673		30 673	118 961
AUTRES COMPTES CRÉDITEURS			14 656		14 656	10 560
INTÉRÊTS COURUS A PAYER			572		572	3 241
TOTAL			45 901		45 901	132 762

TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILÉS

en milliers de dirhams

Dénomination de la société	Secteur	Capital	Participation au capital	Prix	Valeur comptable	Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice			Produits inscrits au CPC
émettrice	d'activité	social	en %		nette	Date de clôture de l'exercice	Situation nette	Résultat net	de l'exercice
Participations dans les entreprises liées									
WAFA COMMUNICATION	Publicité	3 000	5,33%	160	3	31/12/14	318	10	
Autres titres de participation	NÉANT								
TOTAL				160	3				

DETTES SUBORDONNÉES

en milliers de dirhams

				Арраг				
RUBRIQUES	Montant global	Non apparenté	Ets de cred & assim	Ets financières	Ets non financières	Autres apparentes	2015	2014
DETTES SUBORDONNEES A DUREE DETERMINEE								
Titres subordonnées à durée déterminée								
Emprunts subordonnés à durée déterminée auprès des ets de crédit								
DETTES SUBORDONNES A DUREE INDETERMINEE	50 000		50 000				50 000	50 000
Titres subordonnées à durée indéterminée								
Emprunts subordonnés à durée indéterminée auprès des ets de crédit	50 000		50 000				50 000	50 000
INTÉRÊTS COURUS À PAYER	18 571		18 571				18 571	16 371

CAPITAUX PROPRES

en milliers de dirhams

CAPITAUX PROPRES	Encours 2014	Affectation du résultat	Autres variations	Encours 2015
Écarts de réévaluation				
Réserves et primes liées au capital	122 660			122 660
Réserve légale	15 000			15 000
Autres réserves	82 660			82 660
Primes d'émission, de fusion et d'apport	25 000			25 000
Capital	150 000			150 000
Capital appelé	150 000			150 000
Capital non appelé				
Certificats d'investissement				
Fonds de dotations				
Actionnaires. Capital non versé				
Report à nouveau (+/-)	419 733	83 845	-40 000	463 578
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)				
Résultat net de l'exercice (+/-)	83 845	-83 845	110 335	110 335
TOTAL	776 238	-	70 335	846 574

DATATION ET ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS

- Date de clôture (1)

31/12/2015 29/01/2016

- Date d'établissement des états de synthèse (2)
(1) Justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice.

[2] Justification en cas de dépassement du délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèse.

LISTE DES ÉTATS PORTANT LA MENTION « NÉANT »

- Etat des dérogations.
- Ventilation des titres de transaction et de placement et des titres d'investissement par catégorie d'émetteur.
- Valeur des titres de transaction et de placement et des titres d'investissement.
- Créances subordonnées.
- Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie.
- Engagements sur titres.
- Opérations de change à terme et engagements sur produis dérivés.
- Concentration des risques sur un même bénéficiaire supérieure à 20 %
- Ventilation du total de l'actif, du passif et de l'hors bilan en monnaie étrangères.
- Produits sur titres de propriété.
- Résultat des opérations de marché.

DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS

en milliers de dirhams

	Établisseme	ents de crédit et assimil	és au Maroc			
DETTES	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc	Établissements de crédit à l'étranger	2015	2014
COMPTES ORDINAIRES CRÉDITEURS		673 995			673 995	1 249 538
VALEURS DONNÉES EN PENSION						
- au jour le jour						
- à terme						
EMPRUNTS DE TRÉSORERIE						
- au jour le jour						
- à terme						
EMPRUNTS FINANCIERS		6 349 000			6 349 000	5 930 000
AUTRES DETTES						
INTÉRÊTS COURUS A PAYER		64 866			64 866	73 751
TOTAL		7 087 861			7 087 861	7 253 289

PROVISIONS en milliers de dirhams

PROVISIONS	Encours 2014	Dotations	Reprises	Autres variations	Encours 2015
PROVISIONS DÉDUITES DE L'ACTIF SUR:	357 378	98 973	83 051		373 300
Créances sur les établissements de crédit et assimilés créances sur la clientèle					
Titres de placement					
Titres de participation et emplois assimilés	157				157
Immobilisations en crédit-bail et en location autres actifs	357 221	98 973	83 051		373 143
PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF	6 778	5 000	9	-	11 768
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature					
Provisions pour risques de change					
Provisions pour risques généraux	6 778	5 000	9		11 768
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires					
Provisions pour autres risques et charges					-
Provisions réglementées					
TOTAL	364 156	103 973	83 060	-	385 069

VALEURS ET SÛRETÉS REÇUES ET DONNÉES EN GARANTIE

Valeurs et sûretés reçues en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques de l'actif ou du hors bilan enregistrant les créances ou les engagements par signature donnée	Montants des créances et des engagements par signature donnée couverts			
Bons du trésor et valeurs assimilées						
Autres titres						
Hypothèques	1 222 974					
Autres valeurs et sûretés réelles	1 314 909					
TOTAL	2 537 883					
Valeurs et sûretés données en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques du passif ou du hors bilan enregistrant les dettes ou les engagements par signature reçus	Montants des créances et des engagements par signature donnée couverts			
Bons du trésor et valeurs assimilées	NÉANT					
Autres titres	NÉANT					
Hypothèques	NÉANT					
TOTAL						

RÉSOLUTIONS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU 30 MAI 2016



PREMIÈRE RÉSOLUTION:

L'Assemblée Générale, prend acte du rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées relevant de l'article 58 de la loi 20-05, et approuve les conclusions dudit rapport et les conventions qui y sont mentionnées.

DEUXIÈME RÉSOLUTION:

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Directoire, du rapport du Conseil de Surveillance à l'AGO et des rapports général et spécial des commissaires aux comptes sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2015, approuve les comptes sociaux tels qu'ils lui ont été présentés ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports, et qui se soldent par un bénéfice net de 110 335 239,02 DH.

TROISIÈME RÉSOLUTION:

L'Assemblée Générale décide, sur proposition du Directoire et du Conseil de Surveillance, d'affecter le bénéfice net de l'exercice 2015, soit la somme de 110 335 239,02 DH comme suit :

 Bénéfice net social de l'exercice
 = 110 335 239,02 DH

 + Report à nouveau créditeur
 = 463 578 207,59 DH

 = Bénéfice distribuable
 = 573 913 446,61 DH

 - Dividende 2015
 = 66 000 000,00 DH

 = Report à nouveau créditeur
 = 507 913 446,61 DH

Le dividende par action est arrêté à 44 Dhs.

Les dividendes seront payables au siège de Wafabail à compter du 15 juin 2016.

QUATRIÈME RÉSOLUTION:

L'Assemblée Générale après avoir pris connaissance de la convention réglementée passée avec la SCB portant sur l'assistance technique et préalablement autorisée par le conseil de surveillance du 1^{er} mars 2016, ratifie ladite convention et les actes de gestion qui en découlent et ce depuis sa date d'entrée en vigueur.

CINQUIÈME RÉSOLUTION:

Par suite de l'adoption des résolutions précédentes, l'Assemblée Générale confère à tous les membres composant le Directoire et le Conseil de Surveillance quitus définitif, et sans réserve, de leur gestion pendant l'exercice 2015 dont les comptes ont été ci-dessus approuvés et aux commissaires aux comptes pour leur mandat durant ledit exercice.

SIXIÈME RÉSOLUTION:

L'Assemblée Générale Ordinaire a pris acte de la fin du mandat d'Attijariwafa bank, représentée par M. Omar Bounjou, en tant que membre du Conseil de Surveillance, et décide de renouveler son mandat pour une durée de 6 ans. Son mandat prendra fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire amenée à statuer sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2021.

SEPTIÈME RÉSOLUTION:

L'Assemblée Générale Ordinaire a pris acte de la fin du mandat des commissaires aux comptes et décide de :

- renouveler le mandat du cabinet Mazars, représenté par M. Kamal Mokdad et ce pour une durée de 3 ans, portant sur les exercices 2016, 2017 et 2018;
- nommer le cabinet Ernst & Young en tant que co-commissaire aux comptes et ce pour les exercices 2016, 2017 et 2018.

HUITIÈME RÉSOLUTION:

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au porteur d'un exemplaire original, d'une expédition ou d'un extrait du présent procès-verbal pour accomplir toutes formalités de dépôt, de publicité et autres qu'il appartiendra.



APSF Association Professionnelle des Sociétés de Financement	BAM Bank Al-Maghrib	Banque Mondiale	Bâtiment et travaux publics	CBI Crédit-Bail Immobilier	CBM Crédit-Bail Mobilier
CEMAC Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale	CN Comptabilité Nationale	Direction de la Statistique	DTFE Direction du Trésor et des Finances Extérieures	Formation Brute du Capital Fixe	FMI Fond Monétaire International
GE Grande(s) Entreprise(s)	Ha_ Hectare	Haut- Commissariat au Plan	IGR Impôt général sur le revenu	IMME Industries métalliques, mécaniques, électriques et électroniques	IPC Indice des prix à la consommation
Indice de la production industrielle	Impôt sur les sociétés	Moroccan All Shares Index	MEMEE Ministère de l'énergie, des mines, de l'eau et de l'environnement	MRE Marocains résidant à l'étranger	Office des Changes
OCP Office Chérifien des Phosphates	OMPIC Office Marocain de la Propriété Industrielle et Commerciale	ONDA Office National des Aéroports	ONE Office National de l'Electricité	ONHYM Office National des Hydrocarbures et des Mines	OPCVM Organismes de Placement Collectif en Valeurs Mobilières
Pb Points de base	Plan de Continuité de l'Activité	PIB Produit Intérieur Brut	Petite(s) et Moyenne(s) Entreprises	PNB Produit Net Bancaire	PSI Plan de Secours Informatique
QX Quintal	SBVC Société de Bourse des Valeurs de Casablanca	t Tonne	TPE Très Petite(s) Entreprise(s)	UEMOA Union Économique et Monétaire Ouest Africaine	

